



235

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 FÉVRIER 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 24TH FEBRUARY, 1917.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,

Procureur-Général.

ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent", il est entre autres choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la province, devant venir en force au

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,

Attorney-General.

WHEREAS in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intitled: An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith, it is amongst other things enacted that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Pro-

jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Beaudet";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Beaudet", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté du Lac Saint-Jean, dans le dit district de Roberval, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite province, savoir :

Le territoire devant être érigé en canton sous le nom de "Beaudet", dans le comté du Lac Saint-Jean, est borné, vers le sud-est par la rive gauche de la rivière Mistassini et le canton Pelletier, vers le sud-ouest par la rivière Mistassini et son affluent la rivière Wassiemska, vers le nord-ouest et le nord-est par les terres vacantes de la Couronne; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant sur la rive gauche de la rivière Mistassini, au coin ouest du canton Pelletier, la limite nord-ouest de ce canton suivant la direction nord cinquante-trois degrés est (N. 53° E.) astronomique, ou environ, telle qu'établie sur le terrain, sur une distance de deux cents (200) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin nord du troisième rang du canton Pelletier qui est aussi le coin est du dit canton Beaudet; de là, dans la direction nord trente-sept degrés ouest (N. 37° O.) astronomique, une ligne longue de sept cent quatre-vingt-dix (790) chaînes, plus ou moins, jusqu'à un point situé sur le prolongement, vers le nord-est, de la limite nord-ouest du canton Girard; de ce point qui fait le coin nord du dit canton Beaudet, le dit prolongement de la limite nord-ouest du canton Girard, dans la direction sud cinquante-trois degrés ouest (S. 53° O.) astronomique et sur une longueur de huit cent soixante-six (866) chaînes, plus ou moins, jusqu'à un point de la rive gauche de la rivière Wassiemska distant d'environ sept cent quatre-vingts (780) chaînes de la limite sud-est du canton Girard mesurées en ordonnée rectangulaire à et depuis cette dite limite; de ce point qui fait le coin ouest du dit canton Beaudet, dans des directions sud-est et est, la sudite rive gauche de la rivière Wassiemska, jusqu'à son confluent avec la rivière Mistassini, puis une ligne de contour à l'effet d'exclure l'île qui s'y trouve comme adhérente au lit de la Mistassini, et continuant vers l'est, la rive gauche de la rivière Mistassini susdite, jusqu'au point de départ.

Le canton Beaudet, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de quarante-huit mille (48,000) acres, plus ou moins en superficie, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des terres et forêts.

ET DE PLUS conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le seizième jour du mois de mars prochain sera le jour à compter duquel et après

vince, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which Townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof; And Whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Lake Saint John, in the District of Roberval, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of "Beaudet";

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of "Beaudet", that certain tract of Our waste lands situate and being in the said County of Lake Saint John, in the said District of Roberval, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit:

The territory to be erected into a township under the name of Beaudet, in the county of Lake Saint John, is bounded towards the south east by the left bank of the Mistassini river and the township of Pelletier, towards the south west, by the Mistassini river and its tributary the Wassiemska river, towards the north west and north east by the vacant Crown's lands, its limits are described as follows, to wit:

Starting on the left bank of the Mistassini river, at the north west corner of the township of Pelletier, the north west limit of this township, running north fifty three degrees east (N. 53° E.) astronomically or thereabouts, as established on the ground, distance of two hundred (200) chains more or less, to the north corner of the township of Pelletier, which is also the east corner of said township of Beaudet, thence, a line running north thirty seven degrees west (N. 37° W.) astronomically, seven hundred and eighty (780) chains long, more or less, to a point situated on the prolongation, towards the north east, of the north west limit of the township of Girard, from the latter point which marks the north corner of said township of Beaudet, the said prolongation of the north west limit of the township of Girard, running south fifty three degrees west (S. 53° W.) astronomically and eight hundred and sixty six (866) chains long, more or less to a point on the left bank of the Wassiemska river, about seven hundred and eighty (780) chains distant from the south east limit of the township of Girard, measured in rectangular ordinates to and from this said limit, from this point which marks the west corner of said township of Beaudet, towards the south east and east the aforesaid left bank of the Wassiemska river, to its confluence with the Mistassini river, then a contour line so as to exclude the island there situated and which adheres to the bed of the Mistassini, then continuing towards the east the left bank of the aforesaid Mistassini river, to the starting point.

The township of Beaudet as hereabove limited, covers an area of forty eight thousand (48,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the sixteenth day of the month of March next, shall be the day on, from and

lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit seizième jour du mois de mars prochain, un canton sous le nom de canton "Beaudet" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Beaudet", comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de FEVRIER en l'année mil neuf cent dix-sept, de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

859

after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said sixteenth day of the month of March next, a township by the name of the township "Beaudet", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township "Beaudet".

Of All which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of FEBRUARY in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventh, and in the seventh year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

860

Lettres patentes

Letters patent

"New-York Window Cleaning Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Harry Tennenbaum, entrepreneur, Morris Bulkuck et Israel Benditsky, marchands, Fabiola Perron, sténographe, et Maurice Rosen, agent, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce général de gros et de détail;

Exercer le commerce et l'industrie de marchands et manufacturiers de vêtements de toutes espèces et description;

Exercer le commerce de marchands de meubles, ébénistes, installateurs d'ameublements, de nettoyeurs de fenêtres et de meubles;

Acquérir aucun fonds de commerce, aucun nom de société et raison sociale sous lesquels aucune entreprise est mise à exécution, l'achalandage, les créances de ces commerce ou entreprises;

Faire des transactions sur immeubles et acquérir aucune propriété mobilière et immobilière;

Emettre en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, des services rendus ou futurs, des actions libérées que la corporation pourra détenir ou détiendra, sous le nom de "New York Window Cleaning Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

"New-York Window Cleaning Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1917, incorporating MM. Harry Tennenbaum, contractor, Morris Bulkuck and Israel Benditsky, merchants, Fabiola Perron, stenographer, and Maurice Rosen, agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of all kinds, wholesale and retail;

To carry on the trade of business of manufacturers of and dealers in garments of every kind and description;

To carry on business as a furniture dealer, upholster, house furnishers, furniture house and window cleaning;

To acquire any stock in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, good-will, book debts of any such business or undertakings;

To deal in real estate and acquire any moveable and immoveable property;

To issue paid-up shares of the company in payment of any property moveable or immoveable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "New York Window Cleaning Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
865-8-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
866-8-2 Assistant Provincial Secretary.

"Atlantic Pulpwoods, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du quatorzième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Charles Napier Blakely, gentilhomme, Charles Mackay Cotton et Frederick Thomas Enright, avocats, de Westmount, Egbert William Westover et Humbert Cecil George Mariotti, avocats, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, développer, exploiter et vendre des concessions forestières de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre, transporter et faire le commerce du bois de charpente de construction et de pulpe de toutes espèces;

Acquérir, posséder, construire et exploiter des usines et moulins de toutes catégories pour les fins précipitées;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner des actions, parts, débetures ou valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce une industrie susceptible d'être exercée au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts ou à la concession réciproque avec aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir et posséder les commerce, franchises, propriétés, droits, privilèges, baux, entreprises, biens-fonds, capitaux, actif ainsi que les autres droits que la corporation peut légalement acquérir, à leur juste valeur;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des immeubles ou autres propriétés que possèdera la compagnie pour les considérations, termes et conditions que la corporation jugera convenable, et accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des parts, des obligations, des actions ou des valeurs d'aucune autre compagnie;

Emettre des parts acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la corporation en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, d'aucuns droits ou des autres valeurs que la compagnie acquerra en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la corporation, ou d'aucune partie d'icelle, en compensation de ce que la compagnie jugera avantageux ou s'unir à aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions jugés avantageux; et, l'acquit du prix d'icelle, accepter du numéraire, des actions, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation, et distribuer aux actionnaires de la compagnie, de temps à autre, les argents, actions, obligations, débetures, valeurs ou autres biens appartenant à la corporation;

Payer les dépenses se rapportant à la charte d'incorporation de la compagnie, et faire telles choses se rattachant ou tendant à la réalisation des objets ci-haut;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la

"Atlantic Pulpwoods, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1917, incorporating MM. Charles Napier Blakely, gentleman, Charles Mackay Cotton and Frederick Thomas Enright, advocates, of Westmount, Egbert William Westover and Humbert Cecil George Mariotti, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To buy, lease, develop, operate and sell timber limits of all kinds;

To manufacture, buy, sell, transport and deal in timber lumber and pulpwood of all kinds;

To acquire, own, build and operate manufacturing and mills of all kinds for the above purposes;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To enter into arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any person or persons, firm or company having objects altogether or in part similar to those that the present company is authorized to carry on;

To acquire and own any business, franchise, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire at a fair value therefor;

To sell or otherwise dispose of the whole or any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration and under such terms and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To issue fully paid-up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration thereto accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company and to do any such things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the

souscription d'aucun nombre de parts du capital-action de la corporation, ou des autres débentures ou autres valeurs, ou dans ou à l'occasion de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Accomplir tous ou aucuns autres actes qui paraîtront se rattacher ou profiter à la compagnie relativement à aucun des pouvoirs précédents, sous le nom de "Atlantic Pulpwoods, limited", avec un fonds social de cinq cents mille piastres (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
925-8-2 C. J. SIMARD.

"St. Denis Theatre, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 8 février 1917, constituant en corporation MM. Thomas Mackay et Louis A. Guimond, notaires, Maurice Mackay et Lucien Morin, étudiants en-droit, Hormisdas St-Amant, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de propriétaires et gérants de théâtres et particulièrement pourvoir à la représentation, à la production et à l'exécution d'opéras, de pièces, opérettes, comédies burlesques, vaudevilles, pantomines, drames, vues animées, concerts-promenades et autres amusements et représentations dramatiques et musicales; donner des exhibitions cinématographiques, "cinéoscopiques" et "biographiques" et et utiliser d'autres procédés de production de vues animées, conformément aux règlements provinciaux et municipaux y relatifs;

Construire des théâtres et d'autres bâtiments et structures aux fins des présentes, administrer, entretenir et exploiter les dits théâtres ainsi que les autres bâtiments ainsi érigés et construits;

Conclure des arrangements avec les auteurs ou autres personnes relativement à leur propriété littéraire ou leurs autres droits sur opéras, pièces, opérettes, comédies, vaudevilles, pantomines, drames, concours musicaux, vues animées et autres productions et œuvres dramatiques et musicales ou pour leur représentation, et passer des contrats d'engagements de toutes sortes avec des artistes et d'autres personnes;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, échanger, utiliser, réparer, vendre, louer et aliéner les machines, appareils et inventions ainsi que toutes espèces d'articles ou choses qui sembleront utiles ou avantageuses à l'exercice du commerce de la compagnie;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer, céder ou aliéner aucuns noms et marques de commerce, brevets d'invention et améliorations s'y rattachant, relatifs aux objets de la corporation ou s'y rapportant;

Etre agents d'aucune personne ou compagnie exerçant le même commerce que celui de la présente compagnie ou l'industrie, l'exploitation et le commerce de toutes les catégories de fournitures requises ou employées dans le commerce de la corporation;

Produire de l'électricité pour les objets de la compagnie;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant

company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To do any or all other things that may be incidental or beneficial to the company in respect of any of the foregoing powers, under the name of "Atlantic Pulpwoods, limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1917.

C. J. SIMARD,
926-8-2 Assistant Provincial Secretary.

"St. Denis Theatre, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of February, 1917, incorporating Francis Mackay and Louis-A. Guimond, notaries, Maurice Mackay and Lucien Morin, students-at-law, Hormisdas St-Amant, accountant of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of theatre proprietors, and managers, and in particular to provide for the production, representation and performance of operas, stage plays, operettas, burlesques, vaudevilles, pantomines, spectacular pieces, moving pictures, promenade and other concerts and other musical and dramatic performances and entertainments; to provide for the production of kinematograph, kinetoscopic and biograph-exhibitions and other devices for the production of moving pictures, subject to provincial and local regulations in that behalf;

To construct theatres and other buildings and works convenient for the purposes hereof, and to manage, maintain and carry on the said theatres and other buildings when so erected and constructed;

To enter into agreements with authors or other persons for the dramatic or other rights of operas, plays, operettas, burlesques, vaudevilles, pantomines, spectacular pieces, musical competitions, moving pictures and other dramatic and musical purposes and entertainments or for the representation thereof, and to enter into engagements of all kinds with artists and other persons;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, exchange, utilize, repair, sell, lease and dispose of machinery, apparatus and inventions and all kinds of articles or things that may be found useful or beneficial for the carrying on of the company's business;

To apply for, obtain, register, purchase and lease, and to acquire and to hold, use, own, operate and sell, lease, assign or dispose of any trademarks, trade names, patents of invention and improvement thereto, relating to the objects of the company or incidental thereto;

To act as agents for any person or company carrying on the same business as that of this company or manufacturing, operating and dealing in all kinds of supplies required in or connected with the business of the company;

To generate electricity for the purpose of the company;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business

aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente corporation;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou corporation exerçant, engagée dans, sur le point d'exercer ou de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lesquels elle peut s'engager, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés au bénéfice direct ou indirect de la présente corporation, et leur prêter des deniers, garantir leurs contrats ou autrement aider ces personnes ou compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou futurs en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre d'actions du capital de la corporation, ou de débentures ou d'autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de sa formation, ou dans la gestion de ses affaires;

Payer les biens, droits ou choses requises par la compagnie, ou avec le consentement des actionnaires, les services rendus à la corporation, en parts acquittées du fonds social de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la corporation en compensation de ce que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des parts, des débentures, des valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, et se fusionner avec aucune autre corporation, sous le nom de "St. Denis Theatre, limited", avec un fonds social de trois cent quatre vingt-dix-neuf mille piastres (\$399,000.00), divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-dix (3990) parts de (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1917.

C. J. SIMARD,

927-8-2 Sous-secrétaire de la province.

which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To pay for property, rights or things required by the company or, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company in fully paid up shares of the capital stock of the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the business of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, securities of any other company having objects similar or partly similar to those of this company, and to amalgamate with any other such company, under the name of "Saint Denis Theatre, limited", with a capital stock of three hundred and ninety nine thousand dollars (\$399,000.00), divided into three thousand nine hundred and ninety (3990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this eight day of February, 1917.

C. J. SIMARD,

928-8-2 Assistant Provincial Secretary.

"Metropole Lumber Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du 7 février 1917, constituant en corporation MM. René Chênevert, Philéas Caumartin, avocats, Emile Théberge, gérant, Thomas Robillard, huissier, H. E. Théberge, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire et exercer un commerce général de bois, de moulins, d'établissements où l'on travaille le bois, sous toutes ses formes, y compris la coupe, le flottage, le sciage, l'équarrissage, la fabrication, le transport, l'achat et la vente du bois, des produits forestiers et des essences de toutes les catégories et espèces, la fabrication et la vente des effets et articles totalement ou partiellement faits de bois, y compris aussi la confection du bois de pulpe ainsi que de tous les articles qui en sont composés; aussi un négoce général de gros et de détail, et faire toutes autres choses qui se ratta-

"Metropole Lumber Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th of February, 1917, incorporating Messrs. René Chênevert, Philéas Caumartin, advocates, Emile Théberge manager, Thomas Robillard, bailiff, et A. E. Théberge, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To carry and prosecute a general lumbering, milling and wood manufacturing business in all its branching, including the logging, driving, sawing, milling, manufacturing, shipping, buying and selling of lumber and limber products and wood of all kinds and descriptions and the manufacture and sale of goods and articles wholly or partially made of wood and including the manufacture of pulp wood and all articles made therefrom and also a general mercantile business, both wholesale and retail and to do all things as are incidental to such objects, with power to build,

chent à ces objets, avec pouvoir de construire, bâtir, outiller, établir, entretenir et exploiter des moulins, scieries, fabriques de bois, maisons, magasins, entrepôts, forges et usines ainsi que tous autres bâtiments et les structures nécessaires ou propres à la réalisation des divers objets et fins de la corporation projetée;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que possèdent et dont jouissent aucune personne, société ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation, et les payer, soit totalement soit partiellement en numéraire, en totalité ou partiellement en obligations, en actions libérées ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, ou assumer le passif d'aucune telle personne, société ou corporation;

Se fusionner avec aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes autres choses se rattachant ou tendant à la réalisation des fins ci-haut, sous le nom de "Metropole Lumber Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux milles (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

709-7-2

C. J. SIMARD,

"Montreal Feather & Down Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 7 février 1917, constituant en corporation MM. Solon Eliasoph, Nathaniel Harold Solomon et John MacNaughton, avocats, Edward Sweeting, comptable, et Michael Léon Brown, courtier, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, importer, exporter, exercer le commerce et l'industrie du duvet, du coton, de la laine, de la soie ainsi que de tous et d'aucun de leurs produits et sous-produits, et de tous les articles de commerce de même nature ou d'aucune autre;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et bâtir, construire, entretenir, exploiter, améliorer, et faire le commerce d'immeubles, de moulins, fabriques, magasins, bâtiments, résidences à l'usage des employés ou autres, et structures de toute description, affecter et approprier les terrains de la compagnie à des fins de constructions, de chemins, bâtisses et autres commodités, et généralement disposer de terrains et propriétés et les améliorer;

Acquérir par achat, louage ou autrement, tenir des magasins, vendre aucun des produits de la corporation ou des produits de même nature;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, et d'autres instruments négociables;

Émettre des récépissés négociables ou non de marchandises emmagasinées par la compagnie; prêter des deniers, garantir l'exécution des entreprises ou autrement aider aucune personne, société ou compagnie avec lesquelles la présente corporation sera en relations d'affaires;

Souscrire, soumissionner, émettre à commission

erect, equip, establish, maintain and operate mills, mill buildings, wood working factories, houses, stores, warehouses, blacksmith shops and machine shops and all other buildings and erections necessary or convenient for the carrying out of the various purposes and objects of the proposed company;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company and to pay therefor, either wholly or partly in cash or wholly partly in bonds, paid-up shares or other securities of the company or otherwise or to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Metropole Lumber Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,

710-7-2

Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Feather & Down Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th of February, 1917, incorporating Messrs. Solon Eliasoph, Nathaniel Harold Solomon and John MacNaughton, advocates, Edward Sweeting, accountant, and Michael Leon Brown, broker, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, deal in, manufacture down, cotton, wool, silk, and all and any of the products and by-products thereof, and all articles of commerce of a similar or any other nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve, and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others, and work of every description, and to convert and appropriate any lands of the company for roads, buildings, and other conveniences, and generally to deal with and improve land and property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to operate stores, to sell any of the products of the company or products of a similar nature;

To draw, make, accept, endorse execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company, with which the company, may have business relations;

To subscribe for, to undertake, issue on com-

ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir les actions, parts et valeurs de toutes espèces dans des compagnies avec lesquelles la présente corporation sera en relations d'affaires;

Accepter en garantie d'aucune dette de la compagnie des nantissements de valeurs, mortgages et hypothèques grevant la propriété des débiteurs de la corporation et retenir la propriété mobilière ou immobilière des débiteurs de la compagnie en garantie, et réciproquement donner la même garantie pour aucunes obligations contractées ou aucune somme de deniers qu'elle empruntera;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération avec aucune personne ou société, promouvoir, aider à promouvoir, former ou organiser des compagnies, syndicats ou d'autres associations de toute nature aux fins d'acquiescer aucune propriété de la présente corporation et d'en prendre charge, procurer leur avancement, ou pour aucune autre fin qu'il plaira à la présente compagnie de poursuivre;

Acheter, louer ou autrement acquiescer détenir, posséder, développer, échanger ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, plantations, manufactures, brevets, licences et franchises propres ou convenant au commerce de la corporation;

Acquiescer aucune entreprise ou industrie semblables totalement ou partiellement à celles de la compagnie, avec l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques de commerce, l'actif et les franchises de toutes espèces, et exercer aucune autre industrie qui peut être convenablement exercée conjointement avec aucun des objets précités, et les payer en numéraire, en actions, en capital de la corporation, ou autrement;

Conclure aucun arrangement avec aucune autorité, municipale, ou autre, qui semblera se rattacher aux objets de la compagnie, obtenir de ces autorités les droits, privilèges et concessions que la corporation croira bon d'obtenir et d'exercer, mettre à exécution ces conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Fabriquer, acheter, ou autrement acquiescer, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transférer, négocier, trafiquer des effets, denrées et marchandises ainsi que de la propriété de toute catégorie et description;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie, ou aucune partie d'icelle, en compensation de ce qu'elle jugera avantageux, et particulièrement pour des parts, du capital ou des valeurs de la présente ou d'aucune autre corporation;

Accomplir tous autres actes qui se rattachent à la réalisation des susdits objets ou y tendent;

Rémunérer par paiement en numéraire, et, avec l'assentiment des contributeurs, en actions ou avec du capital, ou d'aucune autre manière, aucune personne, société ou corporations, pour services rendus ou futurs, en faisant souscrire aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts de la présente compagnie, ou valeurs d'icelle, ou dans sa formation, son organisation ou la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la corporation seront réputés distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation et exercer tous et chacun de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera restreinte dans sa généralité ou autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause des objets, pouvoirs et fins;

Faire toutes les choses précitées et chacune d'elles en ne principaux, mandataires, à l'entre-

mission ou autrement, take, hold, deal in and convert stock, shares, and securities of all kinds, of companies with which this company may have business relations;

To take as securities for any debt to the company chattel mortgages, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company and to take movable or immovable property of debtors of the company in pledge, and reciprocally to give the same security for any debts contracted or money borrowed by the company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnership of all kinds for the purposes of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purposes which may be expedient to this company to enter into;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trade marks, plantations, factories, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company, together with the plant, stock in trade, good-will, trade-marks, assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects; and to pay for the same in cash, shares, or stock of the company, or otherwise;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions, which the company may think advisable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may fit, and in particular for shares, stock or securities of this or any other company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate by payment in cash and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firm or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise,

prise, comme fidéicommissaires ou en aucune autre qualité, et soit seuls ou soit en association avec d'autres, sous le nom de "Montreal Feather & Down Company, limited," avec un fonds social de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
711-7-2 C. J. SIMARD,

"Montreal Metropole, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept février 1917, constituant en corporation MM. Hormidas St-Amant, comptable, Louis A. Guimond, notaire, Francis Mackay, notaire, Maurice Mackay, étudiant en notariat et Lucien Morin, étudiant en notariat, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, aliéner, hypothéquer, prendre à loyer et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, terrains, mines, carrières, pouvoirs d'eau, fabriques et industries quelconques, brevets d'inventions, marques de commerce, journaux et publications, droits d'auteur, créances et biens de toutes sortes, y compris le droit de faire le commerce de tous matériaux, marchandises, propriétés mobilières et immobilières, de les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner, construire et exploiter et de faire toutes affaires se rapportant à ces objets;

Acquérir les biens et affaires, en tout ou en partie, de toutes personnes ou compagnies en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou se fusionner avec elle ou vendre ses biens et affaires à toutes telles compagnies ou personnes, y compris les actions et obligations de toutes telles compagnies, et payer pour telles acquisitions en actions, bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies; souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans toutes autres compagnies foncières; vendre ou transiger sur ses biens pour toutes considérations que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres garanties de toutes autres compagnies; signer, accepter et endosser tous billets promissaires, lettres de change, mandats et autres valeurs négociables, faire des avances en argent ou des prêts aux clients et aux autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution de tous contrats;

Agir comme agents ou courtiers dans toutes affaires de la nature de celles ci-dessus mentionnées, soit à titre de principal ou d'agents;

Rémunérer par paiement en argent ou par actions ou obligations, ou de toute autre manière, toutes personnes ou corporations pour services rendus, émettre et allouer des actions libérées, bons ou obligations de la compagnie en paiement de toutes affaires, propriétés, droits, privilèges, actions ou autres valeurs ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs; accepter des valeurs mobilières ou immobilières en paiement d'actions de cette compagnie; et généralement faire toutes transactions et choses se rapportant comme principal ou accessoires aux objets mentionnées ci-dessus, sous le nom de "Montreal Metropole, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une (\$1.00) piastre chacune.

and either alone or in conjunction with others, under the name of "Montreal Feather & Down Company, limited", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,
712-7-2 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Metropole, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day February, 1917, incorporating Messrs. Hormidas St-Amant, accountant, Louis A. Guimond, notary, Francis Mackay, notary, Maurice Mackay, student-at-law, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, operate, sell, exchange, alienate, hypothecate, hire and lease all kinds of moveable and immoveable property, lands, mines, quarries, water powers, factories and industries whatsoever, patents, trade marks, newspapers and publications, copyrights, claims and moveable property of every kind including the right to deal in all materials, merchandise, moveable and immoveable property, hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate, construct on and exploit same, and do everything in connection therewith;

To acquire in whole or in part the property and business of any persons or company altogether or partly similar to those of the present company or to amalgamate therewith or sell its property and business to any such companies or persons, including the shares, and bonds of any such companies, and to pay for such acquisition in shares, bonds, debentures or other securities of such companies, to subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other financial companies; to sell or deal with its own property for such considerations as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or other securities of any other companies; to sign, accept, endorse any promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable instruments, to make advances of money or loans to customers and other persons having dealings with the company and to guarantee the execution of all contracts;

To act as agents and brokers in any business of a like nature to the above, either as principal or agent;

To remunerate in cash or by shares or bonds or in any other manner all persons or corporations for services rendered, to issue and allot paid up shares, bonds, or obligations of the company in payment of any business, property, rights, privileges, shares or other securities or rights which the company may legally acquire by virtue of its powers; to accept moveable or immoveable securities in payment of shares of this company; and generally to carry on any transactions or things incidental or accessory to the above mentioned objects, under the name of "Montreal Metropole, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one dollar (\$1.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
743—7-2 C. J. SIMARD,

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C. J. SIMARD,
744—7-2 Assistant Provincial Secretary.

"Langlois & Paradis, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation Charles Achille Langlois et Etienne Paradis, négociants; Lionel-Albert Langlois, Cyrille Paradis et Louis-Alphonse Lefebvre, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire en gros le commerce d'épicerie, denrées alimentaires et denrées coloniales de toutes sortes, et le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication des dits effets et marchandises;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant aux dits commerces et industries, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières;

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise actuellement exploitée par la société Langlois & Paradis, de la cité de Québec, composée de Charles-Achille Langlois et Etienne Paradis; en conséquence faire l'acquisition en tout ou en partie des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant, y compris l'achalandage les marques de commerce, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs, et dettes actives, en se chargeant de leurs obligations et dettes passives, et payer le tout, y compris les dettes passives en actions libérées de la compagnie ou autrement, ou partie en actions et partie autrement; de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de la dite société Langlois et Paradis, pour le recouvrement de leur créance et pour toutes autres fins, sans qu'il soit besoin de transport, de signification, ni d'enregistrement;

Accepter, passer, exploiter, louer, échanger, vendre, aliéner les propriétés mobilières et immobilières utiles à l'entreprise de la compagnie, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement, et accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques, en paiement ou en garantie de dettes; vendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la fusion des entreprises, la concession réciproque ou coopération, avec toutes personnes, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre, céder des actions, obligations, bons, débentures, ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corpora-

"Langlois & Paradis, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Charles Achille Langlois and Etienne Paradis, traders; Lionel Albert Langlois, Cyrille Paradis and Louis Alphonse Lefebvre, clerks, of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale, in groceries, food-stuffs and colonial goods of every kind and generally deal in all wares and merchandise of every kind whatever and to carry on and exploit any business for the preparation and manufacture of said wares and merchandise;

To import, export, manufacture, produce, buy, exchange all products, goods, wares and merchandise incidental to the aforesaid businesses and industries, and also all raw-products required therefor or incidental thereto;

To act as agents for manufacturers, and producers of and traders in similar goods;

To acquire and continue to carry on the business and undertaking now being carried on by the firm of Langlois & Paradis, of the city of Quebec, composed of Charles Achille Langlois and Etienne Paradis; consequently to acquire in whole or in part, the moveable and immoveable property owned by said firm, including the goodwill, trade marks, stock in trade, merchandise, books, contracts, rights, claims, securities and accounts receivable and to take over their liabilities and accounts payable and to pay for the whole, including accounts payable, in paid up shares of the company or otherwise, or partly in shares and partly otherwise; in such a way, that after the acquisition of the above, the company shall be subrogated to all the rights of said firm of Langlois & Paradis, for the collection of their claims and all other purposes, without the need of transfer, notification, registration;

To accept, hand over, exploit, lease, exchange, sell, alienate the moveable and immoveable property suitable for the company or for the recovery of claims, or to facilitate and guarantee the payment of same, and to accept and receive immoveables and hypotheses in payment of or as the security for debts; to sell, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every kind, real or personal, in business dealings and in the carrying on of its undertakings;

To enter into any agreement or arrangement for the sharing of profits, reciprocal concession or co-operation with any persons, companies, corporations or associations, engaged in or about to engage in any business or industry which the present company is authorized to carry on or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, own, sell, transfer shares, obligations, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on a business or trade similar or incidental to the above;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or corpora-

tions, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Emprunter des deniers et en garantir le paiement par bons, débentures, hypothèques ou autrement;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés avec ceux mentionnés ci-dessus, sous le nom de "Langlois & Paradis, limitée", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

749-7-2

C.-J. SIMARD.

"Le comptoir provincial, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation Joseph Giguère, médecin, de l'Annonciation; Méville Duclous, comptable; Olidor Duclous, agent; Léon Duquette, maître-cordonnier; Joseph E. Parent, notaire; de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; Michel L. Sibarium, imprimeur, de Montréal; J.-H. Bisailon, manufacturier; J.-G. Latour, médecin, de Saint-Jérôme; dans les buts suivants:

De faire en son nom corporatif des opérations, des prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

De prendre et posséder des hypothèques et des obligations de chemin de fer, de municipalités ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux, que ses obligations constituent ou non une charge sur des immeubles situés dans la province;

De posséder ces hypothèques, de les vendre et de les transporter, selon son gré;

De posséder sous tous rapports en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir et posséder;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures et d'autres instruments négociables et transportables;

Être procureur aux fins d'émettre et contresigner les certificats d'actions, de débentures ou d'autres obligations d'aucune association, corporation municipale ou autre, agir comme agents de cession et registraires des dites parts, débentures ou autres obligations, et administrer aucun fonds d'amortissement d'icelle, aux conditions convenues;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie, pour services rendus ou futurs en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucun nombre de parts du capital de la corporation, ou ses obligations, ou ses autres valeurs, ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires, sous le nom de "Le

tions, invest same in all kinds of property, real or persona, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be deemed fit;

To borrow monies and guarantee the reimbursement thereof by means of bonds, debentures, hypothecs or otherwise;

To do all things incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its purposes, and to carry on any trade and business capable of being carried in connection with those above mentioned, under the name of "Langlois & Paradis, limitée", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,

750-7-2

Assistant Provincial Secretary.

"Le comptoir provincial, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Joseph Giguère physician, of L'Annonciation; Méville Duclous accountant, Olidor Duclous, agent, Léon Duquette manufacturer of boots and shoes, Joseph E. Parent, notary, of Saint Jérôme, county of Terrebonne; Michel L. Sibarium, printer, of Montreal; J.-H. Bisailon, manufacturer; J.-G. Latour, physician, of Saint Jérôme, for the following purposes:

To carry on in its corporate name loan and investment transactions of every kind, banking business excepted;

To take and hold hypothecs and railway, municipal or other bonds on the security of which it wishes to loan its funds, whether the property thus hypothecated or mortgaged is situated within or outside the province;

To own such hypothecs and sell and transfer same as it may think fit;

To have in all respects as regards the loan and investment of its funds and its business the same powers and privileges as any individual may enjoy;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present corporation;

To draw, make, accept, indorse, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To act as attorney for the issuing and countersigning of certificates of shares, debentures or other obligations of any association, municipal or other corporation and to act as transfer agents and registrars of said shares, debentures and other obligations and to administer any sinking fund in relation thereto on such conditions as may be agreed upon;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or in guaranteeing the placing of any number of shares of the capital stock of the corporation, or its bonds or other securities, or in or about its formation, organization or in the conduct of its business, under the name of "Le Com-

comptoir provincial, limitée", avec un fond social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

751—7-2

C.-J. SIMARD.

toir Provincial, limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Saint Jérôme, county of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,

752—7-2

Assistant Provincial Secretary.

"Club Laval-sur-le-Lac, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Ernest Gohier, ingénieur civil; Joseph Lucien Bigras, négociant, d'Outremont; Gustave Monette avocat; Léon Daniel Clément, notaire, de Montréal; Horace Gohier, négociant, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, dans les buts suivants:

D'établir, maintenir, organiser et conduire un club pour le bénéfice et avantage des membres de la compagnie; de promouvoir et procurer divers amusements aux membres de la compagnie et à leurs amis; de construire, louer et aménager une maison pour le club, pourvue de tous les avantages, à l'usage des membres du club; d'accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations d'un club; de meubler cette maison de club, de voir à son fonctionnement et son administration, et d'en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, soit gratuitement, soit sujet à des conditions à être fixées; d'administrer toutes et chacune des affaires de ce club, et faire généralement ce qui sera convenu, dans l'intérêt du club;

D'établir et maintenir un ou des champs de golf, des cours de tennis ou autres jeux que le conseil d'administration de la compagnie, du club jugeront à propos;

D'acquérir par achat, bail ou autrement, dans le but et pour l'avantage de ce club, des meubles et des immeubles, et en particulier toutes fermes et tous terrains, y construire des édifices, les meubler de meubles meublant, livres, instruments de musique, jeux et toutes autres accommodations;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles ou meubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ou avec l'approbation des actionnaires pour rémunération, pour services rendus, ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit;

S'malgamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut avoir les pouvoirs de disposer;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus;

Acquérir, posséder, administrer les dits immeubles, les vendre, les échanger; construire toutes espèces de bâtisses pour des clubs d'amusement et de sport;

"Club Laval-sur-le-Lac, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Messrs. Ernest Gohier, civil engineer, Joseph Lucien Bigras, trader, of Outremont, Gustave Monette, advocate, Leon Daniel Clement, notary, of Montreal, Horace Gohier, trader, of the town of St Laurent, district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the members of the company; to promote and procure various amusements to the members of the company and their friends; to construct, lease and furnish a club-house, provided with all commodities for the use of the club-members; to grant to all the members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodations of a club; to furnish such club-house, supervise the working and management of same and permit the use thereof to the members of the club, the shareholders of the company and their friends, either gratuitously or on such conditions as may be determined; to manage all and any of the affairs of such club and generally do all things deemed to be, in the interest of the club;

To establish and maintain one or several golf links, tennis lawns or other games which the board of directors of the company and club may think fit

To acquire by purchase, lease or otherwise, for the purposes and benefit of such club, moveables and immoveables, and especially all farms, and lands and erect buildings thereon, furnish same with furniture books, musical instruments, games and all other accommodations;

To issue paid up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company, in payment or part payment of any immoveables or moveables, rights or other property acquired by the company under any title or with the approval of the shareholders as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To amalgamate with any company having objects altogether or partly similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company any of the company's property and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to this company and which it is empowered to dispose of;

To generally do all acts deemed necessary for or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire, own, manage, the said immoveables, sell and exchange same; to erect all kinds of buildings for amusement clubs and sporting purposes;

Prendre à loyer et exploiter pour d'autres personnes ou compagnies des immeubles servant à des fins de sport ou d'amusements et en retirer une rémunération quelconque;

Donner à loyer et confier l'exploitation de ses propres immeubles à d'autres personnes ou compagnies pour les mêmes fins, moyennant rémunération;

Emettre si le bureau de direction le juge à propos, des actions privilégiées et des actions ordinaires;

Recevoir de ses actionnaires une contribution quelconque, annuelle ou autre, pour le maintien de son exploitation, l'entretien des bâtiments et généralement pour toutes fins d'exploitation des affaires de la compagnie fixer le montant de telles contributions, et prélever par tous les moyens légaux toutes contributions aux dates fixées par les règlements de la compagnie;

Accepter toute personne autre que les actionnaires de la compagnie comme membre du club, jouissant de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos de conférer moyennant les conditions qui pourront être fixées par elle;

Etablir des règlements pour le maintien de la compagnie, et la bonne conduite de ses membres, et tels règlements, une fois approuvés par la majorité des actionnaires de la compagnie auront force de loi et obligeront tous les actionnaires de la compagnie;

Fixer les conditions des transports des actionnaires de la compagnie et spécialement réserver à la compagnie par son bureau de direction le droit d'accepter ou de refuser tels transports, et ce dans le but de contrôler la qualité de ses actionnaires;

Expulser, en lui remboursant le prix d'achat de ses parts, tout actionnaire ou membre de la compagnie dont la conduite laisserait à désirer;

Faire tous actes, transactions, règlements quelconques nécessaires et utiles pour les fins de la dite compagnie;

Accepter des souscriptions au capital-actions de la dite compagnie payables par versements;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stock en garantie de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ou en disposer;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges, pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avance par la compagnie aux acquéreurs ou pour les frais de constructions ou autres améliorations;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger ou autrement faire le commerce d'immeubles, ou toute partie d'iceux, et en disposer et en développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtiments sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux;

Conclure avec toutes et chacune des autorités

To take on lease and exploit, for other persons or companies, immoveables for sporting and amusement purposes and to derive revenues therefrom;

To give on lease and confide the exploitation of its own immoveables to other persons or companies for the same purposes, for a consideration;

To issue, if thought fit by the Board of Directors, preferred and common stock;

To receive from its shareholders some kind of a fee annual or otherwise for the sustenance of its undertaking, the maintenance of the buildings and generally for all the business purposes of the company and to fix the amount of such fee and collect same by all legal means on such dates as may be fixed by the by-laws of the company;

To accept any person not being a shareholder of the company, as a club member, such person to enjoy all the privileges which the company may think fit to grant subject to such conditions it may fix;

To pass by-laws for the maintenance of the company, and the proper conduct of the members thereof, such by-laws after due approval by a majority of the shareholders of the company to have force of law and bind all the shareholders of the company;

To fix the conditions of the transfers of the shareholders of the company and especially to reserve to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse such transfers, and that with a view of controlling the status of its shareholders;

To expel, after the reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholders or member of the company guilty of improper conduct;

To do all acts, transactions and pass all by-laws whatever deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To accept subscriptions for shares of the capital stock of said company payable in instalments;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveables or any property of the company, for such considerations and on such terms and conditions as the company may think fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures and stock or securities of any other company in full or part payment thereof;

To acquire, buy, own, assign, sell or dispose of shares, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried, directly or indirectly, for the benefit of this company;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any money due to the company by the purchasers or of any advances made by the company to the purchasers or for building purposes or other improvements;

To carry on a real estate business in all branches thereof, acquire by purchase, lease or otherwise, and to own immoveables, sell, lease, exchange or otherwise deal in and dispose of immovable property or any part thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To erect dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To enter into any agreement with all and any

soit fédérales, soit provinciales, soit municipales, locales ou autres, tout arrangement qui pourrait aider la compagnie à obtenir le but et l'objet de la compagnie; d'obtenir de toute telle autorité tous permis, droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de 'Club Laval-sur-le-Lac, limitée', avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Laval-sur-le-Lac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
755-7-2 C.-J. SIMARD.

"The St. Mary's Telephone System, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1917, constituant en corporation: Jules Norbert Boucher, prêtre, curé; Julien Joseph Boucher, rentier, Daniel Paquet, cultivateur, du canton Ely, district de Bedford; Edmond Joseph Boucher, taxidermiste et Charles Rogers, barbier, d'Auburn, Maine, Etats-Unis d'Amérique, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement la ligne de téléphone à circuit métallique, possédée par le révérend J.-N. Boucher, prêtre-curé de Sainte-Marie d'Ely, district de Bedford. Cette ligne étant située dans le canton Ely, comté de Shefford, dans le canton Melbourne, comté de Richmond et dans le canton Durham, comté de Drummond, et s'étendant sur une longueur de soixante milles dont l'extrémité nord, est à Richmond, comté de Richmond, l'extrémité sud, est à Racine, comté de Shefford, l'extrémité ouest, est à West-Ely, comté de Shefford, et l'extrémité est, est à Sainte-Marie d'Ely, comté de Shefford;

Acquérir par achat, bail ou autrement, tous les poteaux, accessoires et instruments actuellement possédés par ledit Révérend J.-N. Boucher, et servant à l'exploitation et à l'entretien de la dite ligne;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous les contrats d'abonnement pour un terme de quatre et cinq ans signés en faveur du dit Révérend J.-N. Boucher;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous les contrats d'échange passés entre ledit Révérend J.-N. Boucher et les Compagnies Bell Téléphone Co. of Canada, Eastern Townships Telephone Co et Melbourne Ridge Telephone Co.;

Utiliser, exploiter, développer la dite ligne de téléphone, solliciter des abonnements et en percevoir tous les revenus;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les fins sont semblables à celles de la présente compagnie et vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou d'une partie d'icelle pour la compensation que la compagnie jugera bon;

Conclure des engagements au sujet du partage des profits ou de la fusion des intérêts, avec toute personne ou corporation exerçant ou engagée dans une industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou de conduire;

Conclure des engagements ou ententes au sujet de l'échange téléphonique avec toutes autres compagnies aux termes jugés convenables;

authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and purposes and to obtain from any such authority any permits, rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and exercise;

The powers specified in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Club Laval-sur-le-Lac, Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Laval-sur-le-Lac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
756-7-2 Assistant Provincial Secretary.

"The St. Mary's Telephone System, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1917, incorporating Messrs. Jules Norbert Boucher, parish priest, Julien Joseph Boucher, annuitant, Daniel Paquet, farmer, of the township of Ely, district of Bedford, Edmond Joseph Boucher, taxidermist, and Charles Rogers, barber, of Auburn Maine, one of the United States of America, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, the wire circuit telephone line owned by the Reverend J. N. Boucher, parish priest, of Sainte Marie d'Ely, district of Bedford, such line being situated in the township of Ely, county of Shefford, in the township of Melbourne, county of Richmond, and in the township of Durham, county of Drummond, sixty miles long, the north end being at Richmond, county of Richmond, the south end being at Racine, county of Shefford, the west end at West Ely, county of Shefford and the east end at Sainte Marie d'Ely, county of Shefford.

To acquire by purchase, lease or otherwise, all the poles, accessories and instruments now owned by the said Reverend J. N. Boucher and used in the operation and maintenance of said line;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all the subscriber's contracts made out for a period of four and five years in favor of said Reverend J. N. Boucher;

To acquire by purchase, lease or otherwise all the exchange contracts entered into by the said Reverend J. N. Boucher and the Bell Telephone Co. of Canada, the Eastern townships Telephone Co. and the Melbourne Ridge Telephone Co.;

To utilize, operate and develop the said telephone line, canvass for subscribers and collect all revenues;

To amalgamate with any other company with purposes similar to those of the present company and to sell or otherwise dispose of its undertaking or any part thereof for such consideration as may be deemed fit;

To enter into any arrangements for sharing of profits or union of interests, with any person or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in;

To enter into any arrangements or agreements respecting telephone exchanges with any other companies on such terms as may be deemed fit;

Acquérir par achat, bail ou autrement la propriété mobilière ou immobilière utilisée par le dit Révérend J.-N. Boucher dans l'intérêt de la dite ligne téléphonique;

Acquérir par achat, bail ou autrement toute autre propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire à l'exploitation de ladite ligne téléphonique;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous droits de passage sur propriété privée, tout permis de construction concédé par les municipalités ou particuliers au dit Révérend J.-N. Boucher;

Acquérir par achat, bail ou autrement les contrats passés entre le dit Révérend J.-N. Boucher et certains particuliers pour l'opération des "Centrals";

Souscrire et prendre des actions ou des parts dans toute autre compagnie développée par la présente compagnie ou dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Emettre et répartir comme actions acquittées, des parts du capital-actions de la compagnie, en compensation d'effets, droits, intérêts ou toute autre propriété achetée ou acquise, pour travaux faits, garanties données ou promises ou pour services rendus ou qui seront rendus dans l'intérêt de la compagnie, y compris les services rendus ou qui seront rendus par les promoteurs de la compagnie;

La compagnie exploitera la dite ligne dans la province de Québec, sous le nom de "St-Mary's Telephone System, limited" avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Marie d'Ely.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
801-7-2 C.-J. SIMARD.

"Dunnett & Stewart, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du huitième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Alexander Rives Hall, Louis Fitch et Solomon Vineberg, avocats, Isidore Friedman, comptable et Belle Rubinsky, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et marchands de vêtements de toute nature et description;

Exercer le commerce de marchandises sèches de soieries, garnitures, tissus de toutes sortes, des draps et de cotonnades généralement, exercer aussi le commerce de tailleurs, habilleurs et drapiers;

Exercer aucun autre commerce semblable, de fabrication ou autre, se rapportant aux papiers, voirs précités, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé conjointement avec aucun des commerces ci-haut;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou qui se trouve en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété réelle ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la présente corporation croira nécessaires aux fins de son commerce, et particulièrement aucuns terrains, bâtiments, commodités, machines, usines et fonds de commerce;

To acquire by purchase, lease or otherwise the moveable and immovable property used by the said Reverend J.-N. Boucher for the operation of said telephone line;

To acquire by purchase, lease or otherwise any other moveable or immovable property deemed necessary for the operation of said telephone line;

To acquire by purchase, lease or otherwise any right of ways on private property, building permits granted by municipalities or individuals to said Reverend J.-N. Boucher;

To acquire by purchase, lease or otherwise the contracts entered into by the said Reverend J.-N. Boucher and certain individuals for the operation of centrals;

To subscribe for and take stock or shares in any other company promoted by the present company or with objects similar to those of the present company;

To issue and allot as fully paid up, shares of the capital stock of the company as the consideration for effects, rights, interests or any other property bought or acquired, work done, given or promised guarantees or for services rendered or to be rendered in the interest of the company including services rendered or to be rendered by the promoters of the company;

The company shall operate its said line in the province of Quebec, under the name of "St. Mary's Telephone System Limited", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation to be at Sainte-Marie-d'Ely.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
80 Assistant Provincial Secretary.

"Dunnett & Stewart, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of February, 1917, incorporating, Alexander Rives Hall, Louis Fitch, and Solomon Vineberg, advocates; Isidore Friedman, accountant, and Belle Rubinsky, stenographer, of Montreal, for the following purposes;

To carry on the trade and business of manufacturer of and dealers in clothing of every kind and description;

To deal in dry-goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors and outfitters and clothiers;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, and which is germane to the foregoing powers, which may seem to the company to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, sous le nom de "Dunnett & Stewart, limited", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
823—7-2 C.-J. SIMARD.

"Smalls, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1917, constituant en corporation MM. George Reid Small, marchand, de Montréal; Charles MacKay Cotton et Frédérick Thomas Enright, avocats, de Westmount; Egbert Westover, et Humbert Cecil George Mariotti, avocats, de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre des sucreries, bonbons, sirops, pâtisseries de toutes espèces et en faire commerce;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux dont la présente compagnie est autorisée à exercer;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la corporation en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, des droits ou autres biens que la compagnie acquerra en vertu d'aucun titre;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la corporation ou d'aucune partie d'icelle en compensation de ce que la compagnie croira avantageux, aux termes, conditions et prix jugés convenables; et, en paiement d'icelle considération, accepter du numéraire, des actions, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation, et distribuer aux actionnaires de la compagnie, de temps à autre, aucune argent, les actions, obligations, les débetures ou autres propriétés appartenant à la corporation, sous le nom de "Smalls, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
825—7-2 C.-J. SIMARD.

Lettres Patentes supplémentaires

"La Fonderie d'Acier de Québec, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de février 1917, à la compagnie "La Fonderie d'Acier de Québec, limitée", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of Dunnett & Stewart, limited, with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
824—7-2 Assistant Provincial Secretary.

"Smalls, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1917, incorporating George Reid Small, merchant, of Montreal, Charles Mackay Cotton, and Frederick Thomas Enright, advocates, of Westmount, Egbert William Westover and Humbert Cecil George Mariotti, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in sugars, candies, syrups and confectionery of all kinds;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any person, firm or corporation having objects altogether or in part similar to that which this company is authorized to carry on;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights, or other assets acquired by the company by any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper on such terms and conditions and for such consideration as may be deemed advisable, and, in payment of the consideration therefor, to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation and to distribute among the share holders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures or other property belonging to the company, under the name of "Smalls, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
826—7-2 Assistant Provincial Secretary.

Supplementary Letters Patent

"La Fonderie d'Acier de Québec, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1917, increasing the capital stock of the company "La Fonderie d'Acier de Québec, limitée" from the sum of one

de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), à celle de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$299,000.00) en actions de cent piastres (\$100.00), et de plus changeant son nom en celui de "La Fonderie d'Acier des Trois-Rivières, limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
867-8-2 C.-J. SIMARD.

"Wabakin Fish Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit février 1917, à la compagnie "Abitibi Fish Company, limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "Wabakin Fish Company, limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
745-7-2 C.-J. SIMARD.

hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), to that of two hundred and ninety nine thousand dollars (\$299,000.00), the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and also changing its name into that of "La Fonderie d'Acier des Trois-Rivières, limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
868-8-2 Assistant Provincial Secretary.

"Wabakin Fish Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of February, 1917, changing the name of the Abitibi Fish Company limited, to that of "Wabakin Fish Company, limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,
746-7-2 Assistant-Provincial Secretary.

Demande pour lettres-patentes

Avis public est par les présentes donné au public que Eugène Desmarais, marchand d'ornements d'église, Hormisdas-F. Lauzon, imprimeur, Joseph-Emile Lachapelle, notaire, Wilfrid Monette, médecin, Michel-U. Lefils, teneur de livres, Séraphin-Jules Granger, bourgeois, et Onésime Champagne, bourgeois, résidant tous en la cité de Montréal, s'adresseront au conseil des ministres provincial (lieutenant-gouverneur en conseil), après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, pour obtenir des lettres-patentes, les constituant en corporation, en vertu de la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire, sous le nom de "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", avec un capital autorisé de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune;

Que les objets pour lesquels cette constitution en corporation va être demandée sont les suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et de la réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, en tout ou en partie, suivant les exigences de chaque cas; et généralement exécuter toutes les matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme, au sujet du dépôt et du permis, et en tout point, à la loi des assurances de Québec;

Faire affaire comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres et comme manufacturiers de fournitures relatives à l'entreprise de pompes funèbres; continuer le service de la morgue et de la cour du coroner;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par la "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", incorporée à Ottawa, et faisant affaires à Montréal comme entrepreneurs généraux de pompes funèbres, ainsi que tous les biens-meubles et immeubles appartenant à cette dite compagnie; en affectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée;

Application for Letters Patent

Public notice is hereby given that Eugène Desmarais, dealer in church ornaments, Hormisdas-F. Lauzon, printer, Joseph-Emile Lachapelle, notary, Wilfrid Monette, physician, Michel-U. Lefils, book-keeper, Séraphin Jules Granger, gentleman, and Onésime Champagne, gentleman, all residing in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council of the province of Quebec, after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, during four consecutive weeks, for letters patent, to constitute them under the Quebec Insurance Act, respecting funeral insurance, a body politic and corporate, under the name of "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", with an authorized capital stock of one hundred and fifty thousand dollars, divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

The purposes for which incorporation is sought are:

To issue funeral insurance and re-insurance contracts and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts, agreements or engagements, written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case; and generally to execute all acts and things incidental to its purposes and conducive to the attainment of same, provided that before commencing operations, the company shall comply, with the provisions of the Quebec Insurance Act, with regards to deposit, license and all other exigencies.

To carry on a general funeral undertaking business and the manufacture of funeral undertakers' supplies; to continue looking after the morgue and to be at the disposal of the coroner for funeral undertaking purposes;

To acquire the stock in trade and goodwill of the business now carried on as a going concern by the "Compagnie générale de frais funéraires, limitée", incorporated at Ottawa, and carrying on business at Montreal as general funeral undertakers, together with the moveable and immovable property belonging to said company; and to pay for same in paid up shares of said company now seeking incorporation;

Assumer toutes les obligations, et spécialement acheter ou autrement acquérir, par bail, échange ou autre titre légal, et posséder toutes les propriétés immobilières et mobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, et payer telles acquisitions ou détentions en argent, en obligations ou en actions acquittées de la dite compagnie; vendre, échanger, louer toute ou partie des propriétés mobilières et immobilières susdites, pour toute considération jugée convenable;

Construire, entreprendre et exploiter sur tout terrain acquis ou possédé par la compagnie des bâties ou dépendances pouvant être nécessaires à la mise en opération des entreprises et du commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne ou compagnie, un commerce semblable à celui de la compagnie, comme commerce en opération ou autrement, et le payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie; acheter et détenir des actions de toute autre compagnie d'assurance funéraire; se fusionner ou s'associer avec toute autre société ou compagnie faisant le commerce de l'assurance funéraire pour conclure et faire des conventions concernant les risques conjoints et réciproques et toute autre affaire et transaction de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie des actions, obligations (debentures), valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, leur distribuer des actions acquittées non assujetties à appel, en considération des travaux faits ou des services rendus; rémunérer toute autre personne ou toute compagnie pour les services rendus, dans le passé ou dans l'avenir, relativement à la souscription d'un nombre quelconque de parts dans le capital-actions de la compagnie, d'obligations ou d'autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de sa formation, de son organisation ou de la gestion de ses affaires;

Émettre des obligations (debentures) garanties par les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, qu'elle possède actuellement ou qu'elle possèdera dans l'avenir; faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, chèques, mandats et autres effets négociables;

Généralement faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs qui sont conformes aux lois concernant les compagnies d'assurance de la province de Québec.

Le principal siège d'affaires de la compagnie projetée sera à Montréal, dans l'arrondissement (district) de Montréal.

En foi de quoi, nous avons signé, à Montréal, ce vingt-sixième jour du mois de janvier mil neuf cent dix-sept.

EUG. DESMARAIS,
19, rue Notre-Dame-Ouest,
H.-F. LAUZON,
9 Champagne.
W. MONETTE,
846, Notre-Dame-Ouest.
S.-J. GRANGER,
1397, Sainte-Catherine-Est.
M. LEFILS,
67 Dufresne.
J.-E. LACHAPELLE, N. P.
1253, Sainte-Catherine-Est.
O. CHAMPAGNE,
639, Notre-Dame-Est.
Le procureur des requérants,
J.-E. LACHAPELLE, N. P.

1253 Sainte-Catherine-Est, Montréal. 521—5-4

To take over all liabilities and especially to buy or otherwise acquire by lease, exchange or other legal title, and to own all moveable and immoveable property which may be necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of said company; to sell, exchange, lease the whole or part of the aforesaid moveable or immoveable property for such consideration as may be deemed fit;

To construct, undertake and exploit on any land acquired or held by the company, buildings or dependencies deemed necessary for the carrying on of the undertaking and business of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, any business similar to that of the company, as a going concern or otherwise, and to pay for same in cash or in bonds or in paid up shares of the company; to buy and hold shares in any other funeral insurance company; to amalgamate or enter into partnership with any other society or company carrying on a funeral insurance business, to make and enter into agreements respecting joint and reciprocal risks and any other business and transaction of the company;

To distribute to the shareholders of the company, shares, debentures, securities or property belonging to the company or, with the approval of the shareholders, to distribute to them paid up and non-assessable shares as the consideration for work done or services rendered; to remunerate any other person or company for services rendered or to be rendered in or about the subscription of a any number whatever of shares in the capital stock of the company, debentures or other securities of said company, or in or about its formation, organization or the conduct of its business;

To issue debentures secured by the moveable or immoveable property of the company, which it now owns or may own in the future; to make, accept, endorse and issue bills payable, bills of exchange, cheques, warrants and other negotiable instruments;

Generally to do all acts and exercise all powers granted by the laws governing insurance companies in the Province of Quebec.

The principal place of business of the proposed company will be at Montreal, in the district of Montreal.

In testimony whereof we have signed these presents at Montreal, this twenty sixth day of the month of January, one thousand nine hundred and seventeen.

EUG. DESMARAIS,
19 Notre Dame West.
H.-F. LAUZON,
9 Champagne.
W. MONETTE,
846 Notre Dame West.
S.-J. GRANGER,
1397 Sainte Catherine East.
M. LEFILS,
67 Dufresne.
J.-E. LACHAPELLE, N. P.
1253 Sainte Catherine East.
O. CHAMPAGNE,
639 Notre Dame East.
J.-E. LACHAPELLE, N. P.
Attorney for applicants.

1253 Sainte Catherine East, Montreal. 522—5-4

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

621-15

Québec, 7 février 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 3 février 1917, de changer le nom de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges, dans le comté de Saint-Maurice, en celui de Charette.

861

1241-16

Québec, 7 février 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 3 février 1917, de détacher de la municipalité scolaire des cantons unis, dans le comté de Labelle, les lots Nos 1 à 12, inclusivement, du rang 1 du canton Wurtele; 1 à 4 inclusivement du rang 2 du canton Wurtele; 1 à 4, inclusivement, rang 3 du canton Wurtele, et de les annexer à celle du canton Campbell, même comté.

863

296-16

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant que la municipalité scolaire actuelle de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, dans le comté de Yamaska, soit divisée en deux municipalités scolaires distinctes: l'une qui sera connue sous le nom de "municipalité scolaire du village de Saint-Pie-de-Guire" se composera du territoire compris entre Nos 70 et 89, et des Nos 90 à 97, et des Nos 159 à 170, et des Nos 487 à 513, et des Nos 359 à 486, tous ces numéros, inclusivement, et étant ceux du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire; et l'autre qui sera connue sous le nom de "municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire" se composera de tout le reste du territoire de la municipalité scolaire actuelle de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire.

857-8-2

300-17

Québec, 18 février 1917.

Demande est faite au surintendant de l'instruction publique d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Dupuy", la moitié est des cantons La-Reine et Desmeloises, c'est-à-dire les lots 32 à 62, inclusivement, des rangs des dits cantons La-Reine et Desmeloises, dans le comté de Témiscamingue. Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire organisée.

877-8-2

3252.16.

Québec, 21 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas, paroisse, dans le comté de Montmagny, les lots Nos 1169, 1170 et leurs subdivisions du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas-de-la-Rivière-du-Sud, et le lot No 290 et ses subdivisions du cadastre officiel de la ville de Montmagny, et d'annexer tous ces lots avec leurs subdivisions à la municipalité scolaire de Montmagny, ville.

871-8-2

3827.14.

Québec, 21 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Tite, village, dans le comté de

621-15

Quebec, 7th February, 1917.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-Council, bearing date the 3rd February, 1917, to change the name of the school municipality of Notre-Dame-des-Neiges, in the county of Saint Maurice, into that of Charette.

862

1241-16

Quebec, 7th February, 1917.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-council, bearing date the 3rd February, 1917, to detach from the school municipality of the united townships, in the county of Labelle, the lots Nos. 1 to 12, inclusively, of range 1 of the township of Wurtele; 1 to 4, inclusively, of range 2 of the township of Wurtele; 1 to 4, inclusively, of range 3, of the township of Wurtele and to annex said lots to that of the township Campbell, same county.

864

296-16

Quebec, 14th February, 1917.

The superintendent gives notice that application is made to divide the present school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire, in the county of Yamaska, into two separate school municipalities: the one to be known under the name of "school municipality of the village of Saint-Pie-de-Guire", shall be made up of the territory included between the lots Nos. 70 and 89, and the Nos. 90 to 97, and the Nos. 159 to 170, and of the lots Nos. 487 to 513, and of the Nos. 359 to 486, all those numbers being included and being those on the official cadastre of the parish of Saint-Pie-de-Guire; and the other to be known under the name of "school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire" shall be made up of all the residue of the present school municipality of the parish of Saint-Pie-de-Guire.

858-8-2

300-17

Quebec, 18th February, 1917.

Application is made to the superintendent of Public Instruction to erect into a school municipality, under the name of Dupuy, the east half of the townships La-Reine and Desmeloises, to wit: lots 32 to 62, inclusively, of the ranges of said townships La-Reine and Desmeloises, in the county of Temiscamingue. This territory forms no part of any organized school municipality.

878-8-2

3252.16.

Quebec, 21st February, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Thomas, parish, in the county of Montmagny, the lots Nos. 1169, 1170 and the subdivisions of the official cadastre of, the parish of Saint Thomas-de-la-Rivière-du-Sud, and lot No. 290 and the subdivisions of the official cadastre of the town of Montmagny, and to annex these lots with their subdivisions to the school municipality of Montmagny, town.

872-8-2

3827.14.

Quebec, 21st February, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to annex to the school municipality of Saint Tite, village, in the county of

Champlain, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas, savoir: les Nos. 351-178, 351-179, 351-180, 351-181, 351-182, 351-183, 351-184, 351-185, 351-186, 351-187, 351-188, 351-136, 351-131, 351-130, 351-129, 351-128, 351-45, tous ces lots ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire. 873—8-2

Champlain, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Stanislas, to wit: lots Nos. 351-178, 351-179, 351-180, 351-181, 351-182, 351-183, 351-184, 351-185, 351-186, 351-187, 351-188, 351-136, 351-131, 351-130, 351-129, 351-128, 351-45, all those lots forming no part of any school municipality. 874—8-2

3456-16.

Québec, 21 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, les lots Nos 1461 et 1462, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne, comté de Dorchester, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Odilon-de-Cranbourne. 875—8-2

3456-16.

Quebec, 21st February, 1917.

Notice is given by the superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Francis, county of Beauce, the lots Nos. 1461 and 1462, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Odilon de Cranbourne, county of Dorchester, and to annex them to the school municipality of Saint Odilon de Cranbourne. 876—8-2

260-16.

Québec, 12 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire suivant dont les limites sont les suivantes:

Borné vers le nord par les limites nord de la ville de Lachine, vers l'est par la ligne limitative qui sépare le lot No. 753 du lot No 752, aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, vers le sud par le centre de l'Avenue Saint-Antoine, vers l'ouest par la ligne séparative des lots Nos 759 et 293 auxdits plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, ledit territoire comprenant en leur entier les lots numéros originaux 752 et 759 auxdits plan et livre de renvoi officiels et de les annexer à celle de Très Saint-Sacrement, même comté. 791—7-2

260-16.

Quebec, 12th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, the territory hereunder described the limits of which are:

Bounded on the north by the north limit of the town of Lachine, on the east by the division line between lot No. 753 and lot No. 752, of the official plan and book of reference of the town of Lachine, on the south by the middle line of Saint Antoine Avenue, on the west by the division line between lots Nos. 759 and 293 of the official plan and book of reference for the town of Lachine, the said territory being made up of the whole of the lots original numbers 752 and 759 on said official plan and book of reference, and to annex same to that of Très Saint-Sacrement, same county. 792—7-2

1187-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Martinville, dans le comté de Compton, les lots suivants du canton Clifton, savoir: Nos 18 à 27 inclus des rangs 9 et 10 et 11 et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "St. Martin, village", l'autre partie devant à l'avenir être désignée sous le nom de Saint-Martin, paroisse. 793—7-2

1187-16.

Québec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Martinville, in the county of Compton, the following lots of the township of Clifton, to wit: Nos. 18 to 27, both exclusive, of ranges 9, 10 and 11 and to erect all that territory into a distinct school municipality under the name of St. Martin village, the remaining part to be known in future under the name of Saint Martin, parish. 794—7-2

2054-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer à la municipalité de Grand-Remou, dans le comté d'Ottawa, les lots Nos 15 à 24 inclus du rang I, canton Lytton, et 1 à 24 inclus du rang II, même canton. Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire. 795—7-2

2054-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to annex to the municipality of Grand-Remou, in the county of Ottawa, the lots Nos. 15 to 24, both inclusive, of range I, township of Lytton, and 1 to 24 inclusive of range II, same township. These lots form no part of any school municipality. 796—7-2

2870-16.

Québec, 14 février 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, les lots Nos 72 à 83 inclusivement, partie des Nos 144 sur une largeur de 8 arpents, partie sud-est des Nos 143 142 et 141 sur une largeur de 10 arpents, partie des Nos. 133, 134, 135 et 136 depuis le cordon du rang Saint-Olivier, jusqu'à la rivière Grand'Mère, partie des lots Nos. 137, 138, 139, 140, à partir du cordon du rang Saint-Olivier jusqu'aux limites de la ville de Grand'Mère, tous du cadastre officiel de la

2870-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice, the lots Nos. 72 to 83, inclusively, part of Nos. 144, 8 arpents wide, the southeast part of lots Nos. 143, 142 and 141 10 arpents wide part of Nos. 133 134 135 and 136 from the range line of Saint Olivier's range to Grande Mère river, part of lots Nos. 137, 138, 139, 140, from the range line of Saint Olivier's range, to the limits of the town of Grand'Mère, all of the official cadastre of the parish of Sainte Flore and

paroisse de Sainte-Flore, et de les annexer à celle de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.
797—7-2

to annex same to that of Grand'Mère, in the county of Champlain.
798—7-2

1346-16.

Québec, 14 février 1917.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Pontmain, dans le comté de Labelle, les lots Nos

14 à 23 rang 1, canton Wabasse.

2 à 23 " 2, " "

2 à 23 " 3, " "

1 à 23, " 4, " "

et de les annexer à celle de Notre-Dame-du-Laus, dans le même comté.
799—7-2

1346-16.

Quebec, 14th February, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Notre Dame de Pontmain, in the county of Labelle, the Nos.

14 to 23, range 1, Wabasse township,

2 to 23, " 2, " "

2 to 23, " 3, " "

1 to 23, " 4, " "

and to annex same to that of Notre Dame du Laus, in the same county.
800—7-2

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Napoléon Labarre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Wenceslas", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture et de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le sousigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 20 février 1917. 895

Department of Agriculture

Public notice is hereby given that under and by virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Napoleon Labarre, farmer, of the parish of Saint Wenceslas, county of Nicolet, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Wenceslas", with its chief place of business in the municipality of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 20th January, 1917. 896

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Jacob-George Bouziane, commis, du même lieu, demanderesse; vs ledit Jacob-George Bouziane, défendeur. La demanderesse a pour suivi, ce jour, le défendeur en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 27 septembre 1916. 845—8-5

Province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 9860. Marie-Louise Tremblay, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, épouse de Ferdinand Didier, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ferdinand Didier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
ROMULUS CLOUTIER.

Sweetsburg, 7 février 1917. 885—8-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, of the city of Montreal, wife common as to property of Jacob-George Bouziane, of the same place, clerk, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27th September, 1916. 846—8-5

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 9860. Marie-Louise Tremblay, of the township of Stukely, in the district of Bedford, wife of Ferdinand Didier, farmer, of same place, and duly authorized to ester en justice; vs the said Ferdinand Didier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against defendant.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for the plaintiff.

Sweetsburg, 7th February, 1917. 886—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4946. Dame Julienne Leclair, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Villemaire, du même lieu, demanderesse, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,
PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 20 septembre 1916. 847—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4946. Dame Julienne Leclair, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Villemaire, of the same place, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 20th September, 1916. 748—8-5

Province de Québec, district d'Ottawa, cour supérieure. No 4464. Dame Mary-Jane Wilson, épouse commune en biens de John Brady, cultivateur, d'Eardley, district d'Ottawa, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs John Brady, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

L'avocat de la demanderesse,
ARTHUR DESJARDINS.

Hull, 7 février 1917. 881—8-5

Province of Quebec, District of Ottawa, Superior Court. No. 4464. Dame Mary-Jane Wilson, wife common as to property of John Brady, farmer, of Eardley, district of Ottawa, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs John Brady, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for the plaintiff.

Hull, 7th February, 1917. 882—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4028. Dame Lena Lipsey, de la cité et du district de Montréal, épouse de Samuel Arnovitz, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Samuel Arnovitz, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huit février 1917.

Le procureur de la demanderesse,
ISIDORE BALLON.

83 Craig-Ouest, Montréal. 713—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 4028. Dame Lena Lipsey, of the city and district of Montreal, wife of Samuel Arnovitz, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Samuel Arnovitz, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on February 8th, 1917.

ISIDORE BALLON,
Attorney for plaintiff.

83 Craig West, Montreal. 714—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1231. Dame Riva-Leah Eliasewitz, de la cité et du district de Montréal, épouse de Abraham-Isaac Fineberg, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Abraham Isaac Fineberg, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 19 janvier 1917.

Le procureur de la demanderesse,
S. ELIASOPH.

623—5-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1231. Dame Riva-Leah Eliasewitz, of the city and district of Montreal, wife of Abraham-Isaac Fineberg, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Abraham-Isaac Fineberg, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on 19th January, 1917.

S. ELIASOPH,
Attorney for Plaintiff.

624—6-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2115. Dame Mary Lebit, des cité et district de Montréal, épouse de Georges Croney, ci devant épicière et maintenant commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Georges Croney, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 janvier 1917.

L'avocat de la demanderesse,
A. FORTIN.

Anthime Fortin, avocat,
97 Saint-Jacques.

Montréal, 1er février 1917. 809—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2115. Dame Mary Lebit, of the city and district of Montreal, wife of Georges Croney, heretofore grocer and now clerk, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Georges Croney, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th January, 1917.

A. FORTIN,
Attorney for Plaintiff.

Anthime Fortin, advocate,
97 Saint Jacques.

Montreal, 1st February, 1917. 810—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4414. Dame Florina Saint-Louis, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Henri Bohémier, agent, du même lieu; vs le dit Henri Bohémier, défendeur.

La demanderesse dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens le 20 novembre 1916.

Les procureurs de la demanderesse,
LEONARD & GALLAGHER.

Montréal, 20 novembre 1916. 631—6-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4414. Dame Florina Saint-Louis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Bohémier, agent, of the same place, plaintiff; vs the said Henri Bohémier, defendant.

The plaintiff duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property on the 20th November, 1916.

LEONARD & GALLAGHER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1916. 632—6-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1167. Dame Delvina Banville, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-François-Hormisdas Lauzon, mécanicien, ci-devant du même lieu, et maintenant en lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-François-Hormisdas Lauzon, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 31 janvier 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

H. PELLETIER & CLOUTIER.

Montréal, 7 février 1917.

663—6-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, No 803, Cour supérieure. Dame Léa Robin, épouse commune en biens de J.-Hector Duguay, marchand-tailleur, de la ville de Terrebonne, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit J.-Hector Duguay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le quinzième jour de janvier mil neuf cent dix-sept.

Le procureur de la demanderesse,

EMILE-L. SASSEVILLE,

Sainte-Scholastique, ce 16 janvier 1917.

371—4-5

Dame Philomène Cloutier, des cité et district de Montréal, épouse de Maxime Trottier, entrepreneur, du même lieu, a institué, ce cinquième jour de janvier 1917, une action en séparation de biens contre Maxime Trottier.

Montréal, 5 janvier 1917.

373—4-5

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, No 435, cour supérieure. Dame Carry Dion, épouse commune en biens de Edmond Lemaire, marchand-tailleur, tous deux de la ville de Drummondville, dit district d'Arthabaska, demanderesse; vs le dit Edmond Lemaire, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée dans la présente cause.

Daté à Arthabaska, ce 28 décembre 1916.

Les procureurs de la demanderesse;

397—4-5

GARCEAU & RINGUET.

Province de Québec, district de Saint-François, No 642. Cour supérieure. Dame Angéline Lefebvre, épouse commune en biens de Edmond Lebeau, mineur, d'Asbestos, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Edmond Lebeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 février 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

NICOL, LAZURE & COUTURE.

Sherbrooke, le 13 février 1917.

839—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2836. Dame Rosa Landry, de la cité d'Outremont, épouse de Auguste Chevalier, négociant, de ladite cité d'Outremont, dans le district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son époux, ledit Auguste Chevalier, le 20 novembre 1916.

Le procureur de la demanderesse,

L.-A. RIVET.

Montréal, 7 février 1917.

699—6-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 1167, Superior Court. Dame Delvina Banville, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph-François-Hormisdas Lauzon, heretofore of the same place, now of unknown places, machinist, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-François-Hormisdas Lauzon, defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken in this cause, on the 31st day of January, 1917.

H. PELLETIER & CLOUTIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1917.

664—6-5

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, No. 803, Superior Court. Mrs Léa Robin, wife common as to property of J.-Hector Duguay, tailor and merchant, of Terrebonne, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J.-Hector Duguay, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifteenth day of January, nineteen hundred and seventeen.

EMILE-L. SASSEVILLE,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 16th January, 1917.

372—4-5

Mrs. Philomène Cloutier, of the city and district of Montreal, wife of Maxime Trottier, builder, of the same place, has instituted, the 5th day of January, 1917, an action for separation as to property against Maxime Trottier.

Montreal, 5th January, 1917.

374—4-5

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, No. 435, Superior Court. Dame Carry Dion, wife of Edmond Lemaire, tailor, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, plaintiff; vs the said Edmond Lemaire, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th day of December, 1916.

Arthabaska, 28th December, 1916.

GARCEAU & RINGUET,

Attorneys for Plaintiff.

398—4-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 642. Superior court. Dame Angéline Lefebvre, wife separated as to property of Edmond Lebeau, miner, of Asbestos, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Lebeau, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause, this 8th day of February, 1917.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 13th February, 1917.

840—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2836. Dame Rosa Landry, of the city of Outremont, wife of Auguste Chevalier, trader, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband, the said Auguste Chevalier, on the twentieth day of November, 1916.

L.-A. RIVET,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1917.

700—6-5

Action en séparation de corps et de biens

Avis est donné par les présentes que Dame Delina Morin, femme commune en biens de Raoul Payette, commis, tous les deux de Montréal a institué, le 30 janvier 1917, une action en séparation de corps contre son dit mari, dans une cause No 3275, cour supérieure.

L'avocat de la demanderesse,

WALTER-S. JOHNSON.

Montréal, 21 février 1917. 887-8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1211.

Avis est par les présentes donné que Dame Florine Benoit, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Rufus Young, ci-devant polisseur, du même lieu, mais présentement de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit Rufus Young, en séparation de corps et de biens.

Avocat de la demanderesse,

R.-G. DE LORIMIER,

Montréal, 12 février 1917. 837-7-5

Action for separation as to bed and board

Notice is hereby given that Dame Delina Morin, wife common as to property of Raoul Payette, clerk, both of Montreal, instituted, on 30th January, 1917, an action for separation from bed and board against her said husband, in a case No. 3275, Superior Court.

WALTER-S. JOHNSON,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 21st February, 1917. 888-8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1211.

Notice is hereby given that Dame Florine Benoit, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Rufus Young, formerly of the same place, polisher, but presently of parts unknown, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued the said Rufus Young for separation as to bed and board.

R.-G. DE LORIMIER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 12th February, 1917. 838-7-5

Assemblée

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Shefford, Bagot & Missisquoi aura lieu lundi, le 26 février 1917, à une heure p. m., à l'hôtel Windsor, en la cité de Granby, Québec, pour procéder à l'élection des directeurs et considérer d'autres affaires.

Le secrétaire,

W.-S. BULLOCK.

Granby, 5 février 1917. 715-7-2

Meeting

The annual general meeting of shareholders of Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company will be held on Monday, 26th February, 1917, at one o'clock, p. m., at Windsor Hotel, city of Granby, Quebec, for election of directors and other business.

W.-S. BULLOCK,

Secretary.

Granby, 5th February, 1917. 716-7-2

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est par le présent donné que la compagnie "L. K. Comstock & Company", autorisée à faire des opérations dans cette province, a cessé de transiger les affaires.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 20 février 1917. 869

Companies authorized to do business

Notice is hereby given that the company "L. K. Comstock & Company" licensed to do business in this province has ceased to transact business therein.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 20th February, 1917. 870

Compagnie nommant un nouvel agent

Avis est par le présent donné que la compagnie "Elliott-Fisher, limited", autorisée à faire des affaires dans cette province a nommé, par nouvelle procuration, C.-B. Boily, de Montréal, son agent principal, avec bureau-chef à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 17 février 1917. 851

Company appointing a new agent

Notice is hereby given that the company "Elliott Fisher, limited" licensed to do business in this province has appointed, by a new power of attorney, Mr. C.-B. Bailey, of Montreal, to be its principal agent with head office at Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 17th February, 1917. 852

Faillite

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Edwin Gill & Compagnie, insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire et restera ouvert à contestation jusqu'au 2 mars 1917, date après laquelle, le dividende sera payable à notre bureau.

Les liquidateurs-conjoints,
J.-A. TROTWOOD RICHARDS,
H.-C. ORGAN,

515 Immeuble "Power".
Montréal, 17 février 1917. 853

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure. Gaudiose Gauvin, 1313 rue Saint-Valier, Québec, marchand-épicer, a, le 15 février 1917, fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON,

Bureau: 44-46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 février 1917. 889

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure. *In re*: J.-H. Denis & Cie, Massueville, Qué., insolubles.

Avis est donné par la présente que le 15ième jour de février 1917, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 820 édifice "Power".
Montréal, 21 février 1917. 891

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de J. Thomas alias Thomas Juniakos, restaurateur, de Montréal, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à mon bureau le ou après le 13 mars 1917. Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,
ERNEST ST-AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 23 février 1917. 921

Province de Québec, district de Montréal. No 239, cour supérieure. *In re*: E. Cofsky, insolvable, Montréal.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en l'affaire ci-haut et sera sujet à objection jusqu'au 12 mars 1917, date à laquelle le dividende sera payable à notre bureau, No 92 rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Les curateurs,
J.-G. DUHAMEL,
H.-H. BEAULIEU.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92 rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 21 février 1917. 923

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. *In re*: Edwin Gill & Company, insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which will be open to objection until the second day of March, 1917, after which date the dividend will be payable at our office.

J.-A. TROTWOOD RICHARDS,
H.-C. ORGAN,

Joint liquidators.

515 Power Building.
Montreal, 17th February, 1917. 854

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. Gaudiose Gauvin, 1313 Saint Valier street, Quebec, grocer, has, on the 15th of February, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Superior Court for the district of Quebec, according to law.

J.-P.-E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office: 44-46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Building.
Quebec, 21st February, 1917. 890

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court. *In re*: J.-H. Denis & Co., Massueville, Que., insolvents.

Notice is hereby given that on the 15th day of February, 1917, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvents are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" bldg.
Montreal, 21st February, 1917. 892

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. In the matter of J. Thomas, alias Thomas Juniakos, restaurant keeper, of Montreal, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable at my office, on or after the 13th March, 1917. Any objection to said dividend must be filed at my office before the aforesaid date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

11 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 23rd February, 1917. 922

Province of Quebec, District of Montreal. No. 239, Superior Court. *In re*: E. Cofsky, insolvent, Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which is open to objection until the 12th of March, 1917, on which date the dividend will be payable at our office, No. 92 Notre Dame street East, Montreal.

J.-G. DUHAMEL,
H.-H. BEAULIEU.
Curators

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92 Notre Dmae street East, Montreal.
Montreal, 21st February, 1917. 924

District d'Arthabaska. *In re*: Alfred Gilbert, Black-Lake, failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a, le 16 février 1917, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Le gardien provisoire,

GEDEON-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,

155 rue Wellington.

Sherbrooke, Qué. 20 février 1917. 893

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Saint-François, cour supérieure, No 355. Dans l'affaire de: The Asbestos & Asbestic Company, limited, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été, ce jour, déclaré payable aux créanciers ordinaires, le et après le neuvième jour de mars, 1917.

Le liquidateur,

WILLIAM-J. HENDERSON.

Bureau du liquidateur,

160 rue Saint-Jacques,

à Montréal, Canada.

Sherbrooke, 14 février 1917. 933

Province de Québec, district de Beauharnois, cour supérieure. *In re*: Succession vacante Edouard McGowan, insolvable, Sainte-Martine, Qué.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 mars 1917, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureau : 820, édifice "Power".

Montréal, 13 février 1917. 759—7-2

District of Arthabaska. *In re*: Alfred Gilbert, Black Lake, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on the 16th February, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors.

GEDEON-E. BEGIN,

Provisional guardian.

Office of Belanger & Bégin,

155 Wellington street.

Sherbrooke, Que., 20th February, 1917. 894

Under the winding up act.

Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 355. In the matter of: The Asbestos & Asbestic Company limited, in liquidation

Notice is hereby given that a first dividend of eleven and one half cents in the dollar has been, this day, declared payable to ordinary creditors, on and after the ninth day of March, 1917.

WILLIAM-J. HENDERSON,

Liquidator.

Office of the liquidator,

160 Saint James street,

Montreal, Canada.

Sherbrooke, 14th February, 1917. 934

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court. *In re*: Vacant estate Edward McGowan, insolvent, Sainte Martine, Que.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 15th March, 1917, after which date dividends will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.

Montreal, 13th February, 1917. 760—7-2

Liquidation

Canada, province of Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 13. Dans l'affaire de "The Laurentian Granite Company, limited", 224 rue Saint-Jacques, Montréal, en liquidation; et J.-Oscar Lapointe, comptable, 224 rue Saint-Jacques, Montréal, liquidateur.

Avis est, par les présentes, donné que le soussigné a été nommé liquidateur de ladite compagnie en liquidation, par jugement en date du 2 février courant 1917.

Les créanciers, les actionnaires et contributeurs de ladite compagnie en liquidation, et toutes personnes ayant des réclamations contre elle, sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, à mon bureau, chambre 82, 224 rue Saint-Jacques, Montréal, le ou avant le 10 mars 1917.

Le liquidateur,

J.-O. LAPOINTE,

Montréal, 8 février 1917.

849

Canada, province of Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure, No 4085. *In re*: Battle Island Paper Company, en liquidation.

Avis est par les présentes donné par John-Edward Houseman et Georges St-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs-conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre leurs mains copie d'un acte de vente passé devant Ray, Belleau, notaire, de Chicoutimi, le 20 jan-

Winding up

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 13. In the matter of The Laurentian Granite Company, limited, 224 Saint James street, Montreal, in liquidation; and J.-Oscar Lapointe, accountant, 224 Saint James street, Montreal, liquidator.

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed the liquidator of the company in liquidation, by judgment of the 2nd day of February instant, 1917.

The creditors, the shareholders and contributors of the said company in liquidation, and all parties having claims against it, must file their sworn claims at my office, room 82, 224 Saint James street, Montreal, on or before the 10th day of March, 1917.

J.-O. LAPOINTE,

Liquidator.

Montreal, 8th February, 1917.

850

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi, superior Court, No. 4095. *In re*: Battle Island Paper Company, In liquidation.

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St-Pierre, the joint liquidators appointed in the above matter that there has been lodged with them a copy of a deed of sale passed before Ray Belleau, notary, of Chicoutimi, on the 20th January, 1917, No. 7972 of his

vier 1917, No 7972 de ses minutes, pour les biens et droits ci-après décrits appartenant à la dite compagnie en liquidation, cette vente faite par les liquidateurs susnommés à M. Lévi S. Chapman, avocat, de Syracuse, dans l'état de New-York, et les biens mentionnés dans cet acte de vente étant décrits comme suit, savoir:

1. Tous droits, titre et intérêt de la Battle Island Paper Company, dans un certain lot de terre faisant partie du lot cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alphonse, borné en front par la Baie des Ha! Ha!, en arrière par une ligne droite tirée à l'embouchure du ruisseau le plus proche jusqu'à la limite du lot No 197 du dit cadastre; en joignant au nord le dit ruisseau et au sud la ligne de séparation des lots Nos 198 et 199, les dits terrains n'ayant pas plus que vingt-cinq chaînes de profondeur—avec tous bâtiments, appareils et accessoires sur ladite propriété;

2. 50 mille carrés, plus ou moins, de concessions détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec, et décrits comme étant la concession No 2, du canton Otis, comté de Chicoutimi, sauf et excepté les lots de la dite concession dûment distraits aux termes du dit permis;

21 $\frac{1}{4}$ milles carrés, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec, et décrits comme étant la concession No 1, Canton Otis, à déduire les lots exceptés aux termes du dit permis;

50 milles carrés, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la province de Québec et désignés comme étant la limite No 2 de la Rivière-à-Mars;

50 milles, plus ou moins, de concessions forestières détenues sous permis du gouvernement de la Province de Québec, et décrit comme étant la limite No. 2, de la Rivière-à-Mars.

Moins, cependant, et à distraire des deux dites concessions en dernier lieu mentionnées une certaine étendue de terre mesurant 25,600 acres en superficie, plus ou moins, formant la partie sud des concessions Nos 1 et 2 de la rivière à Mars, laquelle dite étendue de terre a été vendue par la compagnie du chemin de la Baie des Ha! Ha! à la Battle Island Paper Company, par acte passé devant C.-E. Taschereau, notaire public, le 14 janvier 1913, et suivant la description au long qui en est donnée au dit acte;

3. Tous droits, titres et intérêts de la Battle Island Paper Company aux grèves, aux eaux, pouvoirs hydrauliques, franchises, droits et privilèges décrits dans un acte d'obligation et hypothèque passé devant C.-E. Taschereau, notaire public, le 19 novembre 1908, et aussi la propriété immobilière de toutes sortes transportée, cédée et attribuée à The Columbia Trust Company, en vertu de toutes conditions et stipulations mentionnées, et sujette à icelles, dans un certain acte de fiducie en faveur de The Columbia Trust Company, en date du 1er jour de juillet 1908, sans aucune exception ni réserve;

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Duplessis, juge de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, le certificat du registrateur préparé en la manière voulue par la loi, et que les noms de ceux qui ont possédés les immeubles et toutes les propriétés mentionnés dans le dit acte de vente pendant les trois dernières années sont The Columbia Trust Company et Battle Island Paper Company, et tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à

minutes, of the hereinafter described property and rights belonging to said company in liquidation, said sale being made by the aforesaid liquidators to Mr. Levi-S. Chapman, advocate, of Syracuse, in the State of New York, and the property mentioned in said deed of sale being described as follows, to wit:

1. All the rights, title and interest of Battle Island Paper Company in that certain lot of land forming part of lot one hundred and ninety eight (198) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Alphonse bounded in front by Ha! Ha! Bay, in depth by a straight line drawn at the head of the nearest brook to the line of lot No. 197 of said cadastre; joining by the north said brook and to the south by the line that divides lots Nos 198 and 199, said lands not having more than twenty five chains in depth— together with all buildings, fixtures and accessories upon the said property;

2. 50 square miles, more or less, of limits held under licence from the Government of the province of Quebec, and described as limit No 2, in the township of Otis, county of Chicoutimi, save and except the lots in the said limit duly excepted by the terms of the said license;

21 and $\frac{1}{4}$ square miles, more or less, of timber limits held under license from the Government of the province of Quebec and described as limit No. 1 township Otis, save and except the lots excepted by the terms of the said license;

50 square miles, more or less, of timber limits held under licence from the Government of the province of Quebec, and described as limit No. 1, Rivière à Mars;

50 square miles, more or less, of timber limits held under license from the Government of the province of Quebec and described as limit No. 2, Rivière à Mars.

Less, however, and to be deducted from the said two last mentioned limits a certain extent of land containing 25600 acres in superficies, more or less, forming the southernly part of limits Rivière à Mars Nos 1 and 2, which said extent of land was sold by The Ha! Ha! Bay Railway Company to Battle Island Paper Company, by deed passed before C.-E. Taschereau, notary public, on the 14th January, 1913, and as the same is at length described therein;

3. All the rights, title and interest of the Battle Island Paper Company to all water, water rights and water powers, franchises, rights and privileges described in a deed of mortgage and hypothec passed before C.-E. Taschereau, notary public, on the 19th November, 1908, and also the moveable property of all kind, transferred, assigned and conveyed to The Columbia Trust Company, in virtue of and subject to all conditions and stipulations contained in a certain deed of trust deed in favour of The Columbia Trust Company, dated the 1st day of July, 1908, without any reserve or exception.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honourable Justice Duplessis, a Judge of the Superior Court for the district of Chicoutimi, and notice is further given that there has been lodged with the said liquidators, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, and that the immoveables and all other property mentioned in said deed of sale were owned and possessed during the last three years by The Columbia Trust Company and the Battle Island Paper Company, and any creditor of said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the property sold are hereby

faire valoir sur les biens vendus sont présentement avertis qu'ils ont le droit dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec.

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des ntatuts refondus de la province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

Les liquidateurs-conjoints,
J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST-PIERRE.

de Battle Island Paper Company,
Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 445—4-5

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, No 4085, Cour supérieure. *In re:* Battle Island Paper Company, en liquidation.

Avis est par les présentes donné par John-Edward Houseman et Georges Saint-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs-conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre leurs mains copie d'un acte de vente passé devant Ray, Belleau, notaire, de Chicoutimi, le 20 janvier 1917, No 7973 de ses minutes, pour les droits appartenant à la dite compagnie en liquidation en et sur l'immeuble désigné en cet acte, cette dite vente faite par les liquidateurs susnommés à M. Levi S. Chapman, avocat, de Syracuse, dans l'état de New-York,—les droits vendus et l'immeuble mentionné dans ce dit acte étant décrits comme suit, savoir:

Tous les droits résultant à Battle Island Paper Company d'un bail consenti en faveur de cette compagnie par Le gouvernement de la province de Québec, par acte devant Joseph Allaire, notaire, de Québec, le 8 juin 1911, No 15237 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi, le 13 juin 1911, sous le No 21231, relativement aux droits suivants et qui sont textuellement décrits dans le dit acte de Bail, comme suit, savoir:

Tout le lot de grève qui fait partie du lit de la Baie des Ha! Ha! de la rivière Saguenay, aux bouches de la rivière à Mars, en front du village de Bagotville et de la paroisse Saint-Alexis, canton de Bagot, comté de Chicoutimi, indiqué par des lignes en vert sur le plan ci-annexé et signé par les parties, et dont les bornes peuvent être plus particulièrement décrites comme suit, à savoir: à partir du point marqué "A" sur ledit plan à l'intersection de la ligne de division entre les lots du cadastre numéros quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (97 et 98) de la paroisse de Saint-Alexis, avec la ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha!, une ligne dans la direction nord trente degrés et cinquante minutes (30° 50') à l'est du méridien astronomique ou aux environs, dix neuf cent cinq pieds (1905 pds.), plus ou moins, jusqu'à l'encoignure extrême est d'un quai construit par ladite Battle Island Paper Company, comme à "B", de là, vers le nord, trente huit degrés et quarante cinq minutes (38° 45') à l'ouest du méridien astronomique ou aux environs, dix-sept cent soixante-quinze pieds (1775 pds.), plus ou moins, jusqu'à l'encoignure extrême nord d'un autre quai, point "C"; de là, vers le nord quatre-vingt-huit degrés (88°) à l'ouest du méridien astronomique, sept cent quarante pieds (740 pds) plus ou moins jusqu'au point "D" où se trouve le poteau érigé sur la ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha! et à deux cent vingt-deux pieds (222 pds) de distance, plus ou moins, mesurés dans une direction nord de dix

notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase over the purchase price mentioned in said deed of sale, provided said bidders comply with the provisions of article 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

The whole in the manner prescribed by and pursuant to articles 7552 and following of the revised statutes of the Province of Quebec, 1909, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST-LIERRE,
Joint liquidators,

of Battle Island Paper Company.
Chicoutimi, 25th January, 1917. 446—4-5

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 4085, Superior Court. *In re:* Battle Island Paper Company, in liquidation.

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St. Pierre, of Chicoutimi, the joint-liquidators appointed in this matter, that there has been filed with them a copy of a deed of sale passed before Ray, Belleau, notary, of Chicoutimi, on the 20th January, 1917, No. 7973 of his minutes, for the rights belonging to the said company in liquidation in and on the immoveable designated in the said deed, such said sale being made by the aforesaid liquidators to Mr. Levi S. Chapman, advocate, of Syracuse, in the State of New York—the rights sold and the immoveable mentioned in the said deed being described as follows, to wit:

All the rights accruing to the Battle Island Paper Company from a lease executed in favor of the said company by the Government of the province of Quebec, by a deed before Joseph Allaire, notary, of Quebec, on the 8th June, 1911, No. 15237 of his minutes, registered at Chicoutimi, on the 13th June, 1911, under the No. 21231, relating to the following rights and that are textually described in the said deed of lease, as follows, to wit:

All that certain water lot being a portion of the bed of the "Baie des Ha! Ha!" of the river Saguenay, at the mouth of the river à Mars, in front of the village of Bagotville, and parish of Saint Alexis, township of Bagot, county of Chicoutimi, indicated within lines shaded green on the plan hereto annexed and signed by the parties, and the boundaries of which may be more particularly described as follows, to wit: Commencing at the point marked "A", on the said plan at the intersection of the division line between cadastral lots numbers ninety seven and ninety eight (97 and 98) of the parish of Saint Alexis, with the apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" a line running north thirty degrees and fifty minutes (30° 50') east astronomically or thereabout, nineteen hundred and five feet (1905ft), more or less, to the eastern most corner of a pier erected by the said Battle Island Paper Company as at "B"; thence, north thirty eight degrees forty five minutes (38° 45') west astronomically or there about, seventeen hundred and seventy five feet (1775ft), more or less, to the northern most corner of an other pier as at "C"; thence, north eighty eight degrees (88°) west astronomically, seven hundred and forty feet (740ft) more or less, to "D" being at the post erected on said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" and two hundred and twenty two feet (222ft) distant, more or less, measured in a direction north ten degrees forty nine minutes (10° 49') east astronomically, from the

degrés quarante neuf minutes (10°49') est astronomique, à partir du point d'intersection de l'alignement ouest de la rue Mars avec l'alignement nord de la rue de la Fabrique; de là dans une direction générale vers le sud, ladite ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha! jusqu'au poteau érigé à l'orée du "Petit Bras de la rivière à Mars", point "E"; de là au sud cinquante trois degrés dix minutes (53°10') à l'est du méridien astronomique, en ligne droite, mille deux cent cinquante quatre pieds (1254 pds.) de longueur, plus ou moins, jusqu'au point à l'extrémité nord-est du lot cadastral numéro cent (100) de ladite paroisse de Saint-Alexis, étant le point de rencontre de la rive sud ou droite de la rivière à Mars avec ladite ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha!, point "F", delà dans une direction générale sud-est, la dite ligne visible des hautes marées de la Baie des Ha! Ha! jusqu'au point de départ. Le lot de grève ci-haut décrit comme une étendue de quatre-vingts acres (80), plus ou moins.

Mais avec réserve et distraction du terrain susdécrit la partie d'icelui cédée par le gouvernement de la province de Québec à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, par acte devant Joseph Allaire, notaire, de Québec, le 10 janvier 1914, No 16422, de ses minutes et dûment enregistré.

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement de l'honorable juge Duplessis, juge de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, le certificat du registraire préparé en la manière voulue par la loi, et que les noms de ceux qui ont possédé et occupé le dit immeuble pendant les trois dernières années sont Battle Island Paper Company; et tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à faire valoir sur les droits et l'immeuble susdécrits sont présentement avertis qu'ils ont le droit, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux dispositions des articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec;

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST. PIERRE,

Liquidateurs-conjoints
de Battle Island Paper Company,
Chicoutimi.

Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 447—4-5

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, cour supérieure, No 4985. *In re*: Battle Island Paper Company en liquidation.

Avis est par les présentes donné par John Edward Houseman et Georges St-Pierre, de Chicoutimi, les liquidateurs conjoints nommés en cette affaire, qu'il a été déposé entre les mains des dits liquidateurs, copie d'un acte de vente passé devant Ray. Belleau, notaire, de Chicoutimi, le vingt janvier mil neuf cent dix-sept, No 7971 de ses minutes, pour certains terrains appartenant à la dite compagnie en liquidation, et communément désignés sous le nom de "Freehold Land Property", cette vente faite par les liquidateurs susnommés à la Banque Nationale, et les immeubles mentionnés dans cet acte de vente sont décrits comme suit, savoir:

point of intersection of the west alignment of Mars street with the north alignment of Fabrique street; thence in a general southerly direction, said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" to the post erected at the mouth of the "Petit Bras of River à Mars" as at "E"; thence south fifty three degrees, ten minutes (53°10') east astronomically, straight line, one thousand two hundred and fifty four feet (1254ft) long more or less, to the north eastern most point of cadastral lot number one hundred (100) of the said parish of Saint Alexis, being the point where the south or right bank of River à Mars meets said apparent line of the high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" as at "F"; thence in a general south easternly direction, said apparent line of high water mark of the "Baie des Ha! Ha!" to the place of commencement. The water lot above described covers a superficial area of eighty (80) acres, more or less.

But with the reserve and to be withdrawn from the land hereabove described the part of same ceded by the Government of the Province of Quebec to the Ha! Ha! Bay Railway Company, by deed before Joseph Allaire, notary, of Quebec, on the 10th January, 1914, No. 16422 of his minutes, and duly registered.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honorable Justice Duplessis, judge of the Superior Court for the district of Chicoutimi, and notice is further given that there has been filed with the said liquidators, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, that the lands mentioned in the aforesaid deed of sale were owned and possessed during the last three years by the Battle Island Paper Company; and that any creditor of the said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the aforesaid rights and lands are hereby notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase over the purchase price mentioned in the said deed of sale, provided said bidders comply with the provisions of articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec;

The whole in the manner prescribed and pursuant to articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST. PIERRE,

Joint-Liquidators.
Battle Island Paper Company,
Chicoutimi.

Chicoutimi, 25th January, 1917. 448—4-5

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 4085. *In re*: Battle Island Paper Company in liquidation.

Notice is hereby given by John Edward Houseman and Georges St-Pierre, of Chicoutimi, the joint liquidators appointed in the above matter, that there has been lodged with them, a copy of a deed of sale passed before Ray. Belleau, notary, of Chicoutimi, the twentieth January, one thousand nine hundred and seventeen, No. 7971 of his minutes, of certain lands belonging to said company in liquidation, and commonly designated under the name of Freehold Land Property, said sale being made by the aforesaid liquidators to La Banque Nationale, and the immoveables mentioned in said deed of sale being described as follows, to wit:

Un certain terrain contenant vingt-cinq mille six cents acres en superficie, situé dans le comté de Chicoutimi, formé de la partie sud de la location forestière "Rivière à Mars No 1" et de la partie nord de la location forestière "Rivière à Mars No 2", le tout borné comme suit, savoir:

Au nord, une ligne courant est-ouest astronomique établie par M. larpenteur L.-A. Milot, et située à un mille mesuré dans une direction nord vingt-huit degrés douze minutes est astronomique (N. 28' 12' E. Ast.) à partir du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des cantons Ferland et Boileau et de la rive droite de la rivière à Mars. Cette ligne mesurant cent trente-sept chaînes et quatre-vingt mailles (137.80chs) à l'est de la rivière à Mars, et cent cinquante-huit chaînes et cinquante mailles (158.50chs) à l'ouest de cette même rivière;

Au sud, le quarante-huitième (48e) parallèle de latitude nord sur une longueur de deux cent vingt et une chaînes (221chs.), plus ou moins;

A l'est, une ligne brisée, parallèle à des lignes de compensation menées sur la dite rivière à Mars et distante de deux milles et demi (2½m.) de celle-ci, mesurée dans une direction sud soixante et un degrés et quarante-huit minutes est astronomique (S. 61' 48' E. Ast.) dont les courses et les longueurs sont comme suit: sud treize degrés vingt-cinq minutes ouest astronomique (S. 13' 25' O. Ast.) trente-sept chaînes et quatre-vingt-dix mailles (37.90chs.), sud trente-cinq degrés, trente-cinq minutes est astronomique (S. 35' 35' E. Ast.) cinquante-six chaînes (56chs), sud, vingt-sept degrés, trente-cinq minutes est astronomique (S. 27' 35' E. Ast.) cent quatre chaînes et cinq mailles (104.05chs) trente-trois degrés, vingt-cinq minutes ouest astronomique (S. 33' 25' O. Ast.) cent-cinquante chaînes (150chs) sud, deux degrés trente minutes est astronomique (S. 2' 30' E. Ast.) cinquante-trois chaînes (53chs), sud quarante-six degrés ouest astronomique (S. 46' O. Ast.), quarante-sept chaînes et sept mailles (47.7chs), sud dix degrés ouest astronomique (S. 10' O. Ast.) cent dix-sept chaînes (117chs), sud sept degrés est astronomique (S. 7' E. Ast.) cent vingt-huit chaînes et soixante-quatorze mailles (128.74chs), sud huit degrés ouest astronomique (S. 8' O. Ast.), quatre-vingts chaînes (80chs), plus ou moins;

A l'ouest, par une ligne brisée parallèle aux dites lignes de compensation menées sur la rivière à Mars et dont les différentes courses et longueurs sont comme suit:

Sud vingt-sept degrés, vingt et une minutes ouest astronomique (S. 27' 21' O. Ast.) neuf chaînes et trente mailles (9.30chs), sud trente degrés ouest astronomique (S. 30' O. Ast.) cent trente-quatre chaînes (134chs), sud deux degrés trente minutes est astronomique (S. 2' 30' E. Ast.) cinquante-quatre chaînes (54chs), sud quarante-six degrés ouest astronomique (S. 46' O. Ast.) quarante-six chaînes (46chs), sud dix degrés ouest astronomique (S. 10' O. Ast.) cent dix-sept chaînes (117chs), sud sept degrés est astronomique (S. 7' E. Ast.) cent vingt-huit chaînes et soixante et quatorze mailles (128.74chs), sud huit degrés ouest astronomique (S. 8' O. Ast.) quatre-vingt-seize chaînes (96chs), sud quarante-cinq degrés trente minutes est astronomique (S. 45' 30' E. Ast.), cent quatre-vingt-dix chaînes (190chs), sud quatre degrés est astronomique (S. 4' E. Ast.) vingt-neuf chaînes (29chs), plus ou moins;

That certain tract of land containing twenty five thousand six hundred acres in superficies, situate in the county of Chicoutimi, made up of the south part of the timber berth of "River à Mars No. 1" and of the north part of the timber berth of "River à Mars No. 2", the whole being bounded as follows, viz:

On the north, by a line running east-west astronomically established by land surveyor L.-A. Milot, and situate one mile distant measured in a direction north twenty eight degrees and twelve minutes east astronomically (N. 28', 12' East. Ast.) from the intersection point of the prolongation of the division line of the townships of Ferland and Boileau and of the right bank of river à Mars. Said line measuring one hundred and thirty seven chains and eighty links (137.80chs) east of the river à Mars and one hundred and fifty eight chains and fifty links (158.50chs) west of same river.

On the south, the forty eighth (48th) parallel of north latitude, a distance of two hundred and twenty chains (221chs), more or less.

On the east, a broken line, parallel to compensation lines running on said river à Mars, and two and a half miles (2½m.) distant thereof, measured in a direction south sixty one degrees and forty eight minutes east astronomically (S. 61', 48' E. Ast.) the courses and distances being as follows: south, thirteen degrees, twenty five minutes west astronomically (S. 13', 25' W. Ast.), thirty seven chains and ninety links (37.90chs), south thirty five degrees, thirty five minutes east astronomically (S. 35', 35' E. Ast.), fifty six chains (56chs.), south, twenty seven degrees, thirty five minutes east astronomically (S. 27', 35' E. Ast.), one hundred and four chains and five links (104.05chs), south, thirty three degrees, twenty five minutes west astronomically (S. 33', 25' W. Ast.), one hundred and fifty chains (150chs.), south, two degrees, thirty minutes east astronomically (S. 2', 30' E. Ast.), fifty three chains (53chs.), south, forty six degrees west astronomically (S. 46', 0' W. Ast.), forty seven chains and seven links (47.7chs), south ten degrees west astronomically (by S. 10' W. Ast.) one hundred and seventeen chains (117chs.), south, seven degrees east astronomically (S. 7', 0' E. Ast.), one hundred and twenty eight chains and seventy four links (128.74chs.), south eight degrees west astronomically (S. 8', 0' W. Ast.), eighty nine chains (89chs.), more or less.

On the west by a broken line parallel to said compensation lines running to said river à Mars, the different directions and lengths thereof being as follows, viz:

South, twenty seven degrees, twenty one minutes west astronomically (S. 27', 21' W. Ast.), nine chains and thirty links (9.30chs.), south, thirty degrees west astronomically (S. 30', 0' W. Ast.), one hundred and thirty four chains (134chs.), south, two degrees, thirty minutes east astronomically, (S. 2', 30' E. Ast.), fifty four chains (54chs.), south, forty six degrees west astronomically (S. 46' W. Ast.), forty six chains (46chs.), south, ten degrees west astronomically (S. 10' W. Ast.), one hundred and seventeen chains (117chs.), south, seven degrees east astronomically (S. 7' E. Ast.), one hundred and twenty chains and seventy four links (128.74chs.), south, eight degrees west astronomically (S. 8' W. Ast.), ninety six chains (96chs.), south, forty five degrees, thirty minutes east astronomically (S. 45', 30' E. Ast.), one hundred and ninety chains (190chs.), south, four degrees east astronomically (S. 4' E. Ast.), twenty nine chains (29chs.), more or less.

Le terrain ci-dessus décrit est formé d'une partie du canton Simon, d'une partie du canton Ferland et pour le résidu de terrains non encore arpentés, le tout dans le comté de Chicoutimi;

L'acte de vente ci-dessus mentionné a été consenti en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Letellier, et avis est de plus donné qu'il a été déposé entre les mains des dits Houseman et St-Pierre, le certificat du registraire préparé en la manière voulue par la loi, et les noms de ceux qui ont possédé les dits terrains mentionnés dans l'acte de vente précité pendant les trois dernières années sont: Battle Island Paper Company, et tout créancier et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers à faire valoir sur les terrains ainsi vendus sont présentement avertis qu'ils ont le droit, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, pourvu que les dits enchérisseurs se conforment aux dispositions des articles 7555 et 7556 des Statuts refondus de la province de Québec, de 1909.

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la Province de Québec, de 1909, de manière à ce que la dite vente ait l'effet du décret.

Les liquidateurs-conjoints,
J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST. PIERRE,

de Battle Island Paper Company,
Chicoutimi.

Chicoutimi, le 25 janvier 1917. 443-4-5

The tract of land hereinabove described is made up of part of the township of Simon, part of the township of Ferland, and as to the residue, of unsurveyed lands, the whole in the county of Chicoutimi.

The above sale has been made pursuant to a judgment of the Honourable Justice Letellier, and notice is further given that there has been lodged with the said Houseman and St-Pierre, the certificate of the Registrar prepared in the manner prescribed by law, that the lands mentioned in the aforesaid deed of sale were owned and possessed during the last three years by the Battle Island Paper Company, and that any creditor and any person having hypothecary or real rights upon the lands sold are hereby notified that they have the right, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale provided said bidders comply with the provisions of articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

The whole in the manner prescribed by and pursuant to articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909; so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

J.-E. HOUSEMAN,
GEO. ST-PIERRE.

Joint liquidators

of Battle Island Paper Company,
of Chicoutimi.

Chicoutimi, 25th January, 1917. 444-4-5

Société formée

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

La formation d'une société charitable sous le nom de "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal", à l'effet de pourvoir au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, à protéger les faibles, soit au sein de la famille, soit dans l'organisation sociale et ouvrière, soit à l'égard des étrangers, des voyageurs, des prisonniers, etc., soit devant les tribunaux; obtenir, coordonner et fournir tous les renseignements nécessaires ou utiles sur toutes les institutions de charité ou de philanthropie de Montréal, pour les faire mieux connaître et plus généreusement aider du public, a été autorisée par un ordre en conseil, portant le numéro 205, et daté du huitième jour de février 1917.

Le siège principal d'affaires de ladite société est situé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce treizième jour de février 1917.

Le surintendant des assurances,

WILLIAM CHUBB.

Pour le trésorier de la province de Québec. 843

Association incorporated

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE INSTITUTION.

The formation of a charitable association under the name of "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal", for the purposes, by means of contributions, voluntary subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, to provide protection for the feeble, whether at home or in social organizations for working people, whether foreigners, travellers, prisoners, etc., and whether before the courts; to obtain, coordinate and furnish all needfull information concerning all charitable and philanthropic institutions in Montreal, that they may be better known and more generously aided the public, has been authorized by an order in council, bearing number 205, and dated on the eighth day of February, 1917.

The head office of the said association is situated in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this thirteenth day of February, 1917.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance.

For the treasurer of the Province of Québec. 844

Vente par Licitation

Sale by Licitation

Canada, province de Québec, district d'Ottawa.
Cour supérieure. No 4444.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent dix-sept, dans une cause dans laquelle Dame Julia Young, épouse commune en biens de Patrick Barnes, journalier, de la cité de Hull, district d'Ottawa, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, est demanderesse; contre Dame Georges Wilson, veuve de feu Georges Wilson, de la cité de Hull, district d'Ottawa, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: 1. partie du lot numéro dix (10), du quartier numéro un, de la cité de Hull, et plus spécialement connu et décrit comme suit: commençant au coin sud-est du dit lot numéro dix, sur le côté nord du chemin macadamisé d'Aylmer, et allant dans une direction nord suivant la ligne divisant les lots numéros dix et deux cent-cinquante-cinq, une distance de mille vingt-et-un pieds, plus ou moins, au coin sud-est du lot numéro douze, dans le dit quartier numéro un; ensuite dans une direction ouest, suivant la ligne divisant les dits lots numéros dix et douze, une distance de deux cent huit pieds; ensuite dans une direction sud suivant la ligne parallèle à la ligne divisant les dits lots numéros dix et deux cent cinquante-cinq, du dit quartier numéro un, une distance de neuf cent quarante-cinq pieds; ensuite dans une direction est à angle droit à la ligne en dernier lieu décrite, une distance de quarante-neuf pieds; ensuite dans une direction allant au sud suivant une ligne parallèle divisant les deux lots numéros dix et deux cent cinquante-cinq, une distance de quatre-vingt-dix-neuf pieds au chemin macadamisé d'Aylmer; ensuite dans une direction allant à l'est suivant le côté nord du dit chemin macadamisé d'Aylmer, une distance de cent cinquante-neuf pieds au point de départ; borné à l'est par le dit lot numéro deux cent cinquante-cinq, vers le nord par le dit lot numéro douze, vers l'ouest par l'autre partie du lot numéro dix, et vers le sud par le chemin macadamisé d'Aylmer, contenant en superficie quatre acres et quatre-vingt-deux centièmes d'un acre—avec bâtisses dessus construites.

2. Tout ce morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, comme le lot numéro douze (12) du quartier numéro un de la cité de Hull, avec droit de passage sur le dit lot numéro dix, au chemin d'Aylmer—avec bâtisses dessus construites;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de MARS prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Hull, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur de la demanderesse,
ARTHUR DESJARDINS.

Hull, 19 février 1917.

883—8-2

Canda, Province of Quebec, District of Ottawa,
Superior Court. No. 4444.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Hull, in the district of Ottawa, on the twenty ninth day of January, one thousand nine hundred and seventeen, in a case in which Dame Julia Young, wife common as to property of Patrick Barnes, laborer, of the city of Hull, district of Ottawa, and the latter to authorize his said wife to *ester en justice*, is plaintiff; against Dame Georges Wilson, widow of late Georges Wilson, of the city of Hull, district of Ottawa, is defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: 1. Part of lot number ten (10), of the ward number one, of the city of Hull, which may be more particularly described and bounded as follows: starting at the south east corner of said lot number ten, on the north side of the Aylmer macadamized road, thence in a northerly direction along the line dividing lots numbers ten and two hundred and fifty-five, a distance of ten hundred and twenty-one feet, more or less, to the south east corner of lot number twelve: in the said ward number one; thence in a westerly direction along the line dividing said lots numbers ten and twelve, a distance of two hundred and eight feet; thence in a southerly direction along the line parallel to the line dividing said lots numbers ten and two hundred and fifty five, of said ward number one, a distance of nine hundred and forty five feet; thence in a easterly direction at right angles to the last mentioned line, a distance of forty nine feet; thence in a southerly direction along a line parallel to the line dividing said lot numbers ten and two hundred and fifty five, a distance of ninety nine feet to the Aylmer macadamized road; thence in a easterly direction along the north side of the said Aylmer macadamized road, a distance of one hundred and fifty nine feet to the place of beginning; bounded towards the east by said lot two hundred and fifty five, towards the north by said lot number twelve, towards the west by the remaining portion of said lot number ten, and towards the south by the Aylmer macadamized road, containing in superficies four acres and eighty two hundredths of an acre—with buildings thereon erected.

2. All that piece or parcel of land known, according to the official plan and book of reference of said city of Hull, as lot number twelve (12) of ward number one of said city of Hull, with the right of way on lot number ten, to the Aylmer road—with buildings thereon erected.

The immovables hereabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of MARCH, 1917, in opened court, in the court room of the Court House, in the city of Hull, subject to all charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited to the office of the protonotary of the said court; and all opposition to the said licitation shall be deposited to the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition to the said licitation shall be deposited within six days after the adjudication; and in default by the parties to deposit the said oppositions within the delay prescribed in this present, they shall be foreclosed to do so.

ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for plaintiff.

Hull, 19th February, 1917.

884—8-2

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SAINT-TITE.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT TITE.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre du conseil municipal de la ville de Saint-Tite, en date du neuf février mil neuf cent dix-sept, que le PREMIER MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des séances du conseil de la ville de Saint-Tite, je procéderai à la vente à l'enchère publique de la propriété de M. Ludger Trottier, connue et désignée comme étant partie du numéro deux cent quatorze (214p), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite; bornée en front à la rue Saint-Léon, en profondeur à MM. Lucien Lizotte et Arthur L'Heureux, d'un côté à M. Dolphis Fiset, et de l'autre côté à M. Frs. Duchesneault—avec les bâtisses dessus construites. Le présent avis est donné en exécution des articles 5758 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec.

Donné à Saint-Tite, ce douzième jour de février mil neuf cent dix-sept.

Le secrétaire-trésorier,

841—7-2

J.-J. CLOUTIER.

Public notice is hereby given that under and by virtue of an order of the municipal council of the town of Saint Tite, dated ninth day of February, one thousand nine hundred and seventeen, that on the FIRST MARCH instant, at TEN o'clock in the forenoon, in the meeting room of the council of the town of Saint Tite, I will sell by public auction, the property of Mr. Ludger Trottier, known and designated as being part of lot number two hundred and fourteen (214 pt) on the official cadastre for the parish of Saint Tite; bounded in front by Saint Léon street, in rear by MM. Lucien Lizotte and Arthur L'Heureux, on one side by Mr. Dolphis Fiset, and on the other side by Mr. Frs. Duchesneault, with the buildings thereon erected. The present notice is given pursuant to articles 5758 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

Given at Saint Tite, this twelfth day of February, one thousand nine hundred and seventeen.

J.-J. CLOUTIER,

842—7-2

Secretary-treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS
BEDFORDSHERIFFS' SALES
BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour supérieure.

(Dans et pour le district de Bedford)

Province de Québec, } **THE INTERNATIONAL HARVESTER**
District de Bedford, } **COMPANY OF CANADA, LIMITED**, demanderesse; contre les terres et tenements de ZEPHIR COTE, défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant audit défendeur:

Le lopin de terre situé dans la ville et le district de Bedford, décrit comme suit, à savoir: un lopin de terre faisant partie d'un lot dix-huit cent soixante-quinze (pt. 1875), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, dit district, mesurant cent dix-neuf pieds de front, de l'est à l'ouest, par la profondeur dudit lot du nord au sud, et borné comme suit: au sud par la propriété de la fabrique de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford, au nord par la propriété de Peter McCarry, ou représentants, à l'ouest par un chemin privé, et à l'est par le résidu dudit lot No 1875—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford, dans la ville et le district de Bedford, le TRENTIEME jour de MARS 1917, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.

Sweetsburg, 20th February, 1917. 919—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

3

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

(In and for the district of Bedford)

Province of Quebec, } **THE INTERNATIONAL HARVESTER**
District of Bedford, } **COMPANY OF CANADA, LIMITED**, Plaintiff; against the lands and tenements of ZEPHIR COTE, Defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant:

That certain piece of land situated in the town and district of Bedford, described as follows, to wit: a certain piece of land forming part of lot number eighteen hundred and seventy five, (pt. 1875), of the official plan and book of reference for the township of Stanbridge, in Missisquoi county, said district, measuring one hundred and nineteen feet in front, from east to west, by the length of said lot from north to south, and bounded as follows: south by the land of the fabrique of the parish of Saint Damien de Bedford, north by the land of Peter McCarry, or representatives, west by a private road, and east by the residue of said lot, No. 1875,—with all buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the town and district of Bedford, on the THIRTIETH day of MARCH, 1917, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sweetsburg, 20th February, 1917. 920—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **R**ÉVÉREND GILBERT-
No 3097. } **A**RTHUR LEMIEUX ET AL., exécuteurs-testamentaires de la succession de Dame Céline Morin; vs ONESIME GIRARD, en sa qualité de tuteur à son enfant mineure Marie-Julie-Simonne Girard, de La Tuque.

Une terre de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, maintenant connue comme étant le numéro quinze, du cinquième rang du cadastre officiel du canton Taché, comté de Chicoutimi.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Louis-Nazaire, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 17 février 1917. 855—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } **A**LEXIS LAROU-
No 5246. } **C**CHE, cultivateur, de Saint-Ambroise; contre LOUIS DESBIENS, de Jonquière.

Un lot de terre ou emplacement—avec les bâtisses dessus construites, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière, sous les numéros 21a-88 et 22a-50, du rang quatre.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 29 janvier 1917. 547—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, } **C**AROLINE RA-
District de Gaspé, } **M**IER, de Port-
Comté de Bonaventure, } Daniel, demanderesse;
No 3130. } contre les meubles et effets, les terres et tenements de PHILIP-OSCAR-MCKENZIE LARSON ET AL., défendeurs.

Un lopin de terre mesurant quatre acres de front par seize acres et deux-tiers de profondeur, étant la partie est du lot originaire No 1, du septième rang du canton de Port-Daniel, et faisant partie du lot cadastral No 818; borné au nord par le huitième rang, au sud par Levi Bebee, à l'est, par William Daymond, et à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à James Dow—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Georges-de-Port-Daniel, JEUDI, le HUITIEME jour de MARS prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,
W.-M. SHEPPARD.

Bureau du shérif.

New-Carlisle, 29 janvier 1917. 543—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **R**EVEREND GILBERT-
No. 3097. } **A**RTHUR LEMIEUX ET AL., testamentary executors of the estate of Dame Céline Morin; vs ONESIME GIRARD, in his quality of tutor to his minor child Marie-Julie-Simonne Girard, of La Tuque.

That certain farm of one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected and dependencies, now known as being the number fifteen, of the fifth range of the official cadastre of the township of Taché, county of Chicoutimi.

To be sold at the church door of Saint Louis-de-Nazaire, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 17th February, 1917. 856—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } **A**LEXIS LAROU-
No. 5246. } **C**CHE, farmer, of Saint Ambroise; against LOUIS DESBIENS, of Jonquière.

That certain lot of land or emplacement—with the buildings thereon erected, known and designated on the official cadastre of Jonquière township, under the numbers 21a-88 and 22a-50, of range four.

To be sold at the church door of Jonquière, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 29th January, 1917. 548—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—New-Carlisle.

Province of Québec, } **C**AROLINE RA-
District of Gaspé, } **M**IER, of Port-
County of Bonaventure, } Daniel, Plaintiff;
No. 3130. } against the goods and chattels and the lands and tenements of PHILIP OSCAR MCKENZIE LARSON ET AL., Defendants.

A certain piece or parcel of land measuring four acres in front by sixteen and two thirds of an acre in depth, being the east part of primitive lot No. 1, of the seventh range of the township of Port Daniel, and forming part of cadastral lot No. 818; bounded on the north by the eighth range, on the south by Levi Bebee, on the east by William Daymond, and on the west by the remainder of said lot belonging to James Dow—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Georges de Port Daniel, on THURSDAY, the EIGHTH day of MARCH next (1917), at the hour of TEN in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

New Carlisle, 29th January, 1917. 544—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

JOLIETTE

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.

Province de Québec, } J. E. CHAMPAGNE,
 District de Montréal. } J. failli; GEORGES
 No 10. } DUCLOS: curateur;
 GEO.-A. GAGNON, requérant.

La vente de l'immeuble saisi en cette cause, étant le lot numéro deux cent dix du cadastre de la paroisse de Lanoraie, qui devait avoir lieu le premier août 1916, à midi, aura lieu le TREIZIEME jour de MARS mil neuf cent dix-sept, à UNE heure de l'après-midi, à la porte de l'église de Lanoraie.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 20 février 1917.

915

[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Joliette

Province de Québec, } DAME EXINA RO-
 District de Joliette. } BERGE, deman-
 No 3523. } deresse; contre ALBE-
 Joliette, à savoir: } RIC ROCHELEAU, défendeur.

Un terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cuthbert, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix (No 490) — avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Cuthbert, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS, mil neuf cent dix-sept, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 20 février 1917.

917—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Province de Québec, } VICTOR DELISLE,
 District de Joliette. } ES-QUALITÉ, de-
 No 7429. } mandeur; vs C.-G.-H.
 Joliette, à savoir: } BEAUDOIN, défendeur.

Les lots Nos 5, 6, 7, 13 et 16, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Joliette, dans le cinquième rang, dans la paroisse de Sainte-Emélie-de-l'Energie, district de Joliette—avec les bâtisses qui peuvent être dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Emélie-de-l'Energie, MARDI, le SIXIEME jour de MARS, 1917, à UNE heures de l'après-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

District de Joliette, 30 janvier 1917.

571—5-2

[Première publication, 3 février 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } EUCHARISTE PI-
 No 6057. } CARD, deman-
 deur; vs WILLIAM LAVOIE, défendeur, à
 savoir:

Deux lots de terre connus sous les numéros

JOLIETTE

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.

Province of Quebec, } J. E. CHAMPAGNE,
 District of Montreal. } J. insolvent; GEOR-
 No. 10. } GES DUCLOS, cura-
 tor; GEO.-A. GAGNON, petitioner.

The sale of immoveable seized in this cause, being the lot number two hundred and ten of the cadastre of the parish of Lanoraie, which was to have taken place on the first of August, 1916, at noon, shall take place on the THIRTEENTH day of MARCH, nineteen hundred and seventeen, at ONE o'clock in the afternoon, at the church door of Lanoraie.

JOS. GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 20th February, 1917.

916

[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit court.—District of Joliette.

Province of Quebec, } DAME EXINA RO-
 District of Joliette. } BERGE, plaintiff;
 No. 3523. } against ALBERIC RO-
 CHELEAU, defendant.

A lot or emplacement known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Cuthbert, under the number four hundred and ninety (No. 490) — with buildings.

To be sold at the church door of Saint Cuthbert, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MARCH, nineteen hundred and seventeen, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 20th February, 1917

918—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } VICTOR DELISLE
 District of Joliette. } ES-QUALITE, plain-
 No. 7429. } tiff; vs C.-G.-H. BEAU-
 Joliette, to wit: } DOIN, defendant.

The lots Nos. 5, 6, 7, 13 and 16, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Joliette, in the fifth range, in the parish of Sainte Emélie de l'Energie, district of Joliette—with the buildings that may be erected thereon.

To be sold at the church door of Sainte Emélie-de-l'Energie, on TUESDAY, the SIXTH day of MARCH, 1917, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

District of Joliette, 30th January, 1917.

572—5-2

[First publication, 3rd February, 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Kamouraska.

Fraserville to wit; } EUCHARISTE PICARD,
 No. 6057. } Plaintiff; vs WILLIAM
 LAVOIE, Defendant, to wit:

Those two lots of land known under the num-

vingt et vingt et un (Nos 20 et 21), rang huit (Rg. 8) du canton Packington, comté de Temiscouata, contenant en superficie total deux cents acres—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans un seul et même lot au bureau d'enregistrement de la cité de Fraserville, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 20 février, 1917. 937—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

bers twenty and twenty one (Nos. 20 and 21), of the eighth range (8th range) of the township of Packington, county of Temiscouata, containing a total superficies of two hundred acres—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as a whole as one single plot of land at the registry office of the city of Fraserville, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 20th February, 1917. 938—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-H. BARRETTE, de-
No 3855. } mandeur; vs JOS.
DUMONTET, défendeur.

Une part indivise égalant le 1-26 indivis des lots ci-après mentionnés, savoir:

1. Un terrain dont la plus grande partie se trouve comprise dans le lot numéro dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, contenant cette dite partie deux arpents et un quart de largeur sur une profondeur de vingt-cinq arpents; de là ayant deux arpents de largeur sur une autre profondeur de cinq arpents; puis de là prenant un arpent et un quart de largeur sur toute la profondeur qui existe jusqu'au terrain de Joseph Paré ou représentants; le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise; tenant cette même partie de terrain devant au nord-ouest, à la rivière des Prairies, derrière, au sud-est, au terrain de Joseph Paré, ou représentants, d'un côté, au nord est, au lot numéro seize, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, et du côté du sud-ouest, partie au terrain du dit Joseph Paré, ou représentants, et partie à celui de Joseph Galipeault, ou représentants—avec bâties dessus érigées; ainsi que:

2. De l'arrière partie du dit lot numéro seize, des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, de la contenance de vingt-cinq arpents en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, et telle que comprise dans les limites suivantes: tenant au nord ouest au résidu du dit lot numéro seize, appartenant à J.-A. Labranche, ou représentants, au sud est au très carré divisant les terres de la Rivière-des-Prairies d'avec celles de la Pointe-aux-Trembles, et partie au numéro quinze, des dits plan et livre de renvoi officiels de la même paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, et du côté sud ouest au lot numéro dix-sept, ci-dessus décrit.

Ces deux lots moins l'arrière partie d'iceux ci-dessus décrits comprenant le terrain en bois de bout.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 20 février 1917. 897—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J.-H. BARRETTE, Plain-
No. 3855. } tiff; vs JOS. DUMON-
TET, Defendant.

One undivided share equal to 1-26 undivided of the lots hereinafter described, to wit:

1. That certain parcel of land the greater portion of which is included in the lot number seventeen, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière des Prairies, containing, said portion, two arpents and a quarter in width by a depth of twenty five arpents; thence, measuring two arpents in width by a further depth of five arpents; and thence, narrowing down to one arpent and a quarter in width by the whole depth as far as the land of Joseph Paré or representatives; the whole more or less, without warranty as to precise measurements; bounded, said portion, in front to the north west by Des Prairies river, in rear, to the south east, by the land of Joseph Paré, or representatives, on one side, to the north east, by the lot number sixteen, of the official plan and book of reference of said parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, and on the south west side, partly by the land of said Joseph Paré, or representatives, and partly by that of Joseph Galipeault, or representatives—with the buildings thereon erected; and also:

2. Of the rear part of said lot number sixteen, of same official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies, containing twenty five arpents in superficies, more or less, and without warranty as to precise measurements, and as included within the following limits: bounded on the north west by the residue of said lot number sixteen, belonging by J.-A. Labranche, or representatives, to the south east by the division line between the lands of Rivière des Prairies and those of Pointe-aux-Trembles, and partly by the number fifteen, of said official plan and book of reference of same parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, and on the south west side by the lot number seventeen, above described.

These two lots less the rear part thereof above described include all the land in standing timber.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 898—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LES COMMISSAIRES**
No 17916. } **D'ÉCOLES POUR**
LA MUNICIPALITÉ D'HOCHELAGA, corps
incorporé, de Montréal, demandeurs; contre
ANTONIO LEBLANC, défendeur.

Une propriété composée de deux lots de terre situés en la cité de Montréal, connus sous les Nos quatre cent soixante-douze et quatre cent soixante-treize de la subdivision officielle du lot primitif vingt-trois (23-472 et 473), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et contenant le lot No 23-472 vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, soit 2,750 pieds en superficie, et le lot 23-473 vingt-quatre pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, soit 2,640 pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 179, 181, 183, 185, 187 et 189, de la rue Stadacona, et 235 de la rue Chamblay, en la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 899—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ISABELLA**
No 59. } **LAWLOR alias**
DESMOND, veuve de feu Joseph Leblanc, dema-
nderesse; vs **OLIVIER RIVARD**, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Emard, dans la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Monk, connu et désigné comme étant le lot No cent cinquante-quatre de la subdivision du lot originaire trois mille neuf cent douze (3912-154), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 901—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J.-A. BUDYK**, deman-
No 1136. } **deur; vs JOSEPH**
ALEXANDER BESNER, défendeur.

Les deux-tiers indivis de l'emplacement ayant front sur les rues Saint-Laurent, Vitré et Clarke, composé des lots de terre 824, 825, 826 et partie de 827, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites; la dite partie du lot 827 ayant front sur le boulevard Saint-Laurent et bornée comme suit: au nord-est par le résidu du même lot faisant maintenant partie de la rue Saint-Laurent, dans son état actuel, en arrière par les deux lots ci-haut mentionnés en premier lieu et par le lot No 826, des plan et livre de renvoi officiels, du côté sud-est par le lot No 828, et de l'autre côté du nord-ouest par la rue Vitré.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 17916. } **SIONERS FOR THE**
MUNICIPALITY OF HOCHELAGA, a body
politic and corporate, duly incorporated, of
Montreal, Plaintiffs; against **ANTONIO LE-**
BLANC, Defendant.

That certain property composed of two lots of land situated in the city of Montreal, known under the Nos. four hundred and seventy two and four hundred and seventy three of the official subdivision of the original lot number twenty three (23-472 and 473), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and containing the lot No. 23-472 twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth and a superficial area of 2,750 feet, and the lot No. 23-473 twenty four feet in width by one hundred and ten feet in depth and a superficial area of 2640 feet, english measure, and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 179, 181, 183, 185, 187 and 189, in Stadacona street, and 235 in Chamblay street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 20th February, 1917. 900—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ISABELLA**
No 59. } **LAWLOR alias**
DESMOND, widow of the late Joseph Leblanc,
Plaintiff; vs **OLIVIER RIVARD**, Defendant.

That certain emplacement situate in Emard ward, in the city of Montreal, fronting on Monk Boulevard, known and designated as being the lot number one hundred and fifty four of the subdivision of the lot original number three thousand nine hundred and twelve (3912-154), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 20th February, 1917. 902—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J.-A. BUDYK**, plaintiff;
No. 1136. } **vs JOSEPH ALEX-**
ANDER BESNER, defendant.

The undivided two thirds of that certain emplacement fronting on Saint Lawrence street, Vitré street and Clarke street and composed of the lots of land 824, 825, 826 and part of 827, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, city of Montreal—with the buildings thereon erected; the said part of lot 827 fronting on Saint Lawrence Boulevard and bounded as follows: to the north east by the residue of the same lot now forming part of Saint Lawrence street, as it is actually, in rear by the two lots firstly above mentioned and by the lot No. 826, of the official plan and book of reference, on the south east side by the lot No. 828, and on the other side to the north west by Vitré street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 903-8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CRÉDIT FONCIER**
No 3220. } **FRANCO-CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs **ADOLPHE ROBILLARD, ET AL**, défendeurs.

Comme appartenant à Adolphe Robillard, l'un des défendeurs:

1. Le lot numéro cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front sur le côté nord-est de la rue Chaussée.

Comme appartenant à Ovide Robillard, l'un des défendeurs:

1. Les lots numéros sept, huit et soixante-dix de la subdivision officielle du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur la rue Ontario.

2. Les lots numéros soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six et soixante-deux de la subdivision officielle du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des dits plan et livre de renvoi officiels; ayant aussi front sur le côté nord-est de la dite rue Chaussée.

3. Deux lots de terre situés à Montréal, ayant front sur la rue Chaussée, contigus, respectivement connus et désignés sous les numéros quarante-cinq et quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, (Nos 1294-45 et 46), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—sans constructions, mais avec les servitudes y attachées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 905-8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JAMES MORGAN**, marchand, des cité et district de Montréal, demandeur; vs **THOMAS-M. MORGAN**, gentilhomme, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et **Armand-Joseph de St-Charman**, marchand de bois, de la cité de Bruxelles, en Belgique, Europe, et **Stanley Sara**, ingénieur minier, des cité et district de Montréal, en sa qualité de fidéicommissaire dudit **Armand Joseph de St-Charman**, défendeurs.

Immeuble saisi comme appartenant aux défendeurs.

L'emplacement composé des subdivisions officielles un du lot cent quarante huit et un du lot cent quarante neuf (148-1 et 149-1), des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, de la cité de Montréal, district de Montréal. Ladite subdivision un du lot cent quarante-huit (148-1), ayant un frontage de quarante-deux pieds dix pouces sur la rue Sanguinet, et une profondeur

on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 904-8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CRÉDIT FONCIER**
No. 3220. } **FRANCO-CANADIEN**, a body politic and corporate, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **ADOLPHE ROBILLARD ET AL**, defendants.

As belonging to Adolphe Robillard, one of the aforesaid defendants:

1. That lot of land number fifty nine of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ninety four, of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on the north east side of Chaussée street.

As belonging to Ovide Robillard, one of the aforesaid defendants:

1. Those lots numbers seven, eight and seventy of the official subdivision of said lot number twelve hundred and ninety four, of same official plan and book of reference fronting on Onatrio street.

2. Those lots numbers sixty three, sixty four sixty five, sixty six and sixty two of the official subdivision of said lot number twelve hundred and ninety four, of said official plan and book of reference; also fronting on the north east side of said Chaussée street.

3. Those two lots of land situated at Montreal, fronting on Chaussée street, respectively known and designated under the numbers forty five and forty six of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ninety four (1294-45 and 46), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—without buildings thereon, but with the active servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 906-8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JAMES MORGAN**, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **THOMAS-M. MORGAN**, gentleman, of the city of Westmount, in the district of Montreal, and **Armand-Joseph de St-Charman**, lumber merchant, of the city of Brussels, in Belgium, Europe, and **Stanley Sara**, mining engineer, of the city and district of Montreal, in his quality of trustee to the said **Armand-Joseph de St-Charman**, Defendants.

Immoveable seized as belonging to the defendants:

Emplacement composed of official subdivisions one of lot one hundred and forty eight, and one of lot number one hundred and forty-nine (148-1 and 149-1), on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, district of Montreal. Said subdivision one of lot one hundred and forty eight (148-1), having a frontage of forty two feet ten

de quarante-huit pieds neuf pouces au mur de brique de l'étable qui se trouve sur le lot de subdivision 148-2, jusqu'à la profondeur du passage ou de la cour ci-après mentionnée (148-3), et au mur de côté en brique du potager du lot de subdivision 148-4, avec deux résidences en brique à trois étages et leurs dépendances maintenant connues sous les numéros civiques vingt-cinq, vingt-cinq "A", vingt-sept, vingt-neuf et vingt-neuf "A" de ladite rue Sanguinet, dessus construites; ledit passage de ladite rue (à sa profondeur avec une largeur de sept pieds) sera exploité en commun pour la propriété actuellement vendue et lesdits lots de subdivisions 148-2, 148-3, 148-4, 148-5, 149-2, 149-3 et 149-4), avec la servitude qui s'y rattache.

Ledit lot de subdivision 149-1, ayant une largeur de trente-huit pieds sur ladite rue Sanguinet, et une profondeur sur l'alignement de la rue Dubord (maintenant avenue Viger) (dont il forme le coin sud-est) de quarante-neuf pieds quatre pouces jusqu'au centre du mur de la maison située sur le lot de subdivision 149-2 (connue sous le numéro civique 124 rue Dubord, ci-devant et maintenant No 244 avenue Viger, avec deux maisons en briques à trois étages, (actuellement connues sous les numéros civiques 31, 33, 35 et 37 de ladite rue Sanguinet et 126, 128 de la rue Dubord, autrefois et maintenant connus sous les Nos 240 et 242 (avenue Viger), dessus construites.

Les murs adjacents en arrière de la propriété transportée par les présentes la séparent du lot de subdivision 149-2, étant mitoyens entre cette propriété et ledit lot de subdivision 149-2. Lesdites dimensions d'après la mesure anglaise, et plus ou moins.

Dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété avec tous ses droits, circonstances et dépendances sans exception ni réserve d'aucune sorte. Un dépôt de \$200 sera exigé de chaque enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Dugas, en date du 17 février 1917.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917.

907—8-2

[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA BANQUE D'HOCHELAGA, corporation de Banque, légalement constituée, ayant son siège social dans le cité et district de Montréal, demanderesse; vs THE ST. GEROGES LAND CO. LTD., corporation légalement constituée, ayant son siège dans le cité et district de Montréal, défenderesse.

Les lots Nos 1, 2, 3 et 4 de la subdivision officielle du lot No 195, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 40 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 45 de la subdivision officielle dudit No 195 des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 39 de la subdivision officielle dudit

inches on Sanguinet street, by a depth of forty eight feet nine inches to the brick wall of the stable on subdivision lot 148-2, to the depth of the passage hereinafter mentioned or yard (148-3), and to the brick side wall of the kitchen on subdivision lot 148-4, and having two three storey brick dwellings and extensions now known as civic numbers twenty-five, twenty-five "A", twenty-seven, twenty nine and twenty nine "A", in said Sanguinet street, thereon erected; the said passage from said street (to its depth having seven feet in width) will be used in common between the property now sold and said subdivision lots 148-2, 148-3, 148-4, 148-5, 149-2, 149-3 and 149-4) with a servitude thereto attached.

Said subdivision lot 149-1, having a frontage of thirty-eight feet on said Sanguinet street, and a depth along the line of Dubord street (now Viger Avenue) (of which it forms the south east corner) of forty-nine feet four inches to the centre of the wall of the house on subdivision lot 149-2 (known as civic number 124 Dubord street, formerly and now No. 244 Viger avenue, and having two three storey brick houses) (now known as civic numbers 31, 33, 35 and 37 of said Sanguinet street, and 126 and 128 Dubord street, formerly and now known as Nos. 240 and 242 (Viger avenue) thereon erected.

The walls adjoining the rear of the property hereby conveyed dividing it from subdivision lot 149-2, being a mitoyen wall between such property and said subdivision lot 149-2. Said measurements are english measure, and more or less.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind. Subject to a deposit of \$200 from each bidder, according to judgment of Hon. Justice Dugas, dated February, 17th, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 20th February, 1917.

908—8-2

[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE HOCHELAGA No. 4126.) BANK, a bank corporation, legally constituted, with its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs THE ST. GEORGES LAND CO. LTD., a corporation legally constituted, with its place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

The lots Nos 1, 2, 3 and 4 of the official subdivision of lot No. 195, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, fronting on the public road, to be withdrawn, however, a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 and 40 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 45 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 39, of the official subdivision

No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle;

Le lot No 39-A de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 41, 42, 43 et 44 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 45 de la subdivision officielle du lot originaire No 195, étant une rue projetée; bornée à un bout par le chemin public, à distraire, cependant, d'icelui une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 46, 47, 48 et 49 de la subdivision officielle dudit lot No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, d'iceux une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 45 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 83, 84 et 85 de la subdivision officielle dudit No 195, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 86 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle;

Les lots Nos 87, 88 et 89 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, d'iceux une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 et 120 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 126 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 121, 122, 123 et 124 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une rue projetée;

Le lot No 125-A de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 126 de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une rue projetée; bornée à un bout par le chemin public, à distraire, cependant, une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Le lot No 126-A de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 et 138 de la subdivision officielle

de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle;

The lot No. 39-A of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 41, 42, 43 and 44 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 125, of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 45 of the official subdivision of the primitive lot No. 195, being a projected street; bounded on one end by the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 46, 47, 48 and 49 of the official subdivision of the said lot No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 and 82 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 45, of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 83, 84 and 85 of the official subdivision of the said No. 195, fronting on a projected street, known under the No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 86 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, being a lane;

The lots Nos. 87, 88 and 89 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 and 120 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 126 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 121, 122, 123 and 124 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, being a projected street;

The lot No. 125-A of the official subdivision of the primitive lot No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 126 of the official subdivision of the primitive lot No. 195, of the same official plan and book of reference, being a projected street; bounded on one end by the public road, to be withdrawn, however, a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lot No. 126-A of the official subdivision of the primitive lot No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 and 138 of the official subdivi-

cielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels ; bornés au nord-ouest par le chemin public, et au sud-est par le fleuve Saint-Laurent—et les bâties qui peuvent s'y trouver.

Pour être vendus en bloc comme faisant partie d'une seule et même exploitation, suivant jugement rendu par l'hon. juge Allard, le 9 février 1917, et comme formant une terre située dans la ville Laval de Montréal, connue et désignée comme étant la partie sud-est du lot numéro 195, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornée d'un côté au sud-est par le fleuve Saint-Laurent; au sud-ouest par le lot originaire No 191 et 194 du cadastre de ladite paroisse, la propriété de Chs Reeves, ou représentants; au nord-ouest, par le chemin de fer de la Cie Châteauguay du Nord; au nord-est par le lot No 196 du cadastre de ladite paroisse, la propriété de Frs Beaudry, ou représentants, d'une superficie de 13 arpents $\frac{1}{2}$, plus ou moins, mesure anglaise,—et les bâties qui peuvent s'y trouver, à distraire, bédant de ce que ci-dessus, le chemin public, y compris ses élargissements.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 909—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDWARD SWEETING
No 90. } curateur aux biens
de SOLOMON LEVINE, Joseph Ulrick et Hyman Levine, faillis.

Comme appartenant à Solomon Levine et Hyman Levine, l'immeuble suivant, savoir:

La propriété située au No 2716, boulevard Saint-Laurent, connue et désignée comme étant le lot (Nos. P. N. O. 11-1132), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 20 pieds 4 pouces en front par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le lot No onze cent trente-trois de ladite subdivision, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 1132 de ladite subdivision—avec bâties dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 911—8-2

[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } PHILOMENE GRAT-
No 1073. } TON, veuve de
Claude Melançon; Pierre Chrysologue Lacasse, notaire, et Edouard Melançon, comptable, tous de la cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de Claude Melançon demandeurs; vs LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE D'IMMEUBLES, LIMITEE, corporation ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, défenderesse.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-

vision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference; bounded on the northwest by the public road, and on the southeast by the river Saint Lawrence—and the buildings that may be thereon.

To be sold in block as forming part of one plot, in accordance with a judgment rendered by the Honorable Judge Allard, on the 9th February, 1917, and as forming a farm situate in the town of Laval of Montreal, known and designated as being the southeast part of the lot No. 195, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded on one side to the southeast by the river Saint Lawrence; on the southwest by the primitive lot No. 191 and 194 of the cadastre of the said parish, the property of Chs Reeves, or representatives; on the northwest by the railway Cie Châteauguay du Nord; on the northeast by the lot No. 196, of the cadastre of the said parish, the property of Frs. Beaudry, or representatives, of an area of 13 arpents and a half, more or less, english measurement,—and the buildings that may be thereon, to be withdrawn, however, from the foregoing, the public road, including its widenings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 910—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

CURATOR'S MANDATE. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDWARD SWEETING,
No. 90. } curator to the property
of SOLOMON LEVINE, Joseph Ulrick and Hyman Levine, insolvents.

As belonging to Solomon Levine and Hyman Levine, the following immoveable, to wit:

The property situated at No. 2716, Saint Lawrence Boulevard, and known and designated as lot (Nos. P. N. O. 11-1132), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing 20 feet 4 inches in front by eighty four feet in depth; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a lane, on one side to the north west by lot No. eleven hundred and thirty three of said subdivision, and on the other side by the remainder of said lot 1132 of said subdivision—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 912—8-2

[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } PHILOMENE GRAT-
No. 1073. } TON, widow of Claude
Melançon; Pierre Chrysologue Lacasse, notary, and Edouard Melançon, accountant, all of the city of Montreal, in their capacity of testamentary executors to and administrators of the estate of Claude Melançon, plaintiffs; vs LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE D'IMMEUBLES, LIMITEE, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business in the city of Montreal, defendant.

That certain farm situate in the parish of

Antoine-de-Longueuil, au fief Tremblay, contenant 3 arpents de front sur 20 arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et étant le lot de terre connu sous le No 42, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le comté de Chambly; tenant au sud-est au chemin public, au bout nord-ouest au No officiel 39, du côté nord-est aux lots officiels 43 et 44, et de l'autre côté au lot officiel No 41—et dépendances.

2. Une terre située en la même paroisse, au 4ème rang, contenant 3 arpents de front par 20 arpents de profondeur, plus ou moins, étant la juste moitié nord-est du lot No 41, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil; tenant en front au chemin public du dit rang, en profondeur au lot No officiel 39, d'un côté au nord-est au lot No officiel 42, et de l'autre côté à l'autre partie du dit lot officiel No 41—et dépendances.

Ces deux lots sont vendus "en bloc", suivant jugement de l'honorable juge Allard, en date du 10 novembre 1916.

Un dépôt d'une somme de quatre cents piastres (\$400.00) sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Allard, en date du 8 février 1917.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus, qui a eu lieu le 28ième jour de décembre 1916, à la porte de l'église de Saint-Antoine-de-Longueuil, aura lieu de nouveau le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, à la folle enchère de Emmanuel Beauchemin, suivant jugement de l'hon. juge Allard, en date du 8 février 1917.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 913
[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH STANISLAS
No 925. } PICARD; vs ADOLPHE
ROBILLARD, défendeur.

Un lot de terre formé d'une partie du lot No 375, d'une partie du lot No 375a et d'une partie du lot No 374, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal. La dite partie du lot No 375 mesurant 17 pieds de largeur sur environ 90 pieds de profondeur et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une partie du lot 375a, sur un côté par le résidu du dit lot No 375, appartenant à la "Mount Royal Color and Varnish Company, limited", et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 375a mesurant 17 pieds de largeur sur 10 pieds de profondeur, et étant borné à un bout par la partie du lot No 375, ci-dessus décrite, en arrière par une ruelle, sur un côté par une partie du lot No 375a, appartenant à la "Mount Royal Color and Varnish Company, limited", et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 374 mesurant 5 pieds et six pouces de largeur sur environ 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle, sur un côté, partie par le lot No 375, et partie par le lot No 375a, ci-dessus décrite, et sur l'autre côté par le résidu du dit lot No 374, appartenant à Hirsch Cohen ou représentants.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

Saint-Antoine-de-Longueuil, at fief Tremblay, containing 3 arpents in front by 20 arpents in depth, the whole more or less, and being the lot of land known under No. 42, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, in the county of Chambly; bounded on the south east by the public road, on the north west end by the official No. 39, on the north east side by official lots Nos. 43 and 44, and on the other side by official lot No. 41—with dependencies.

2. The other farm situate in the same parish, at the 4th range, containing 3 arpents in front by 20 arpents in depth, more or less, being the exact north east half of lot No. 41, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil; bounded in front by the public road of said range, in rear by official lot No. 39, on the north east side by official lot No. 42, and on the other side by the other part of said official lot No. 41—with dependencies.

The above two lots to be sold "en bloc" pursuant to a judgment of the Honourable Justice Allard, dated the 10th November, 1916.

A deposit of a sum of four hundred dollars (\$400.00) shall be exacted from all and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Allard, dated the 8th February, 1917.

Public notice is hereby given that the sale of the above described immovables which took place on the 28th day of December, 1916, at the church door of Saint Antoine-de-Longueuil, will again take place on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of Saint Antoine-de-Longueuil, for the false bidding on Emmanuel Beauchemin, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Allard, dated the 8th February, 1917.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 914
[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH STANISLAS PI-
No. 925. } CARD; vs ADOLPHE
ROBILLARD, defendant.

That certain lot of land composed of part of the lot No. 375, part of lot No. 375a and part of the lot No. 374, of the official plan and book of reference for Saint Louis ward of the city of Montreal. The said part of lot No. 375 measuring 17 feet in width by about 90 feet in depth, and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a part of lot No. 375a, on one side by the residue of said lot No. 375, belonging to the "Mount Royal Color and Varnish Company Limited", and on the other side by lot No. 374; the said part of lot No. 375a measuring 17 feet in width by 10 feet in depth, and being bounded at one end by the part of lot No. 375, above described, in rear by a lane, on one side by a part of lot No. 375a, belonging to the "Mount Royal Color and Varnish Company, Limited", and on the other side by lot No. 374; the said part of lot No. 374 measuring 5 feet and 6 inches in width by about 100 feet in depth, the whole english measure, and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a lane, on one side, partly by lot No. 375, and partly by lot No. 375a, above described, and on the other side by the residue of said lot No. 374, belonging to Hirsch Cohen or representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 janvier 1917. 551-5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS HUBERMAN,
No 4789. } demandeur; vs JOSEPH JACOBSON, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur la moitié indivise des droit, titre et intérêt dans la propriété immobilière suivante, à savoir:

Les lots de terre ayant front sur la rue Forsythe, dans la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots de subdivision numéros deux mille soixante-huit, deux mille soixante-neuf, deux mille soixante-douze, deux mille soixante-treize, et deux mille soixante-quatorze, du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-2068, 2069, 2072, 2073 et 2074), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière desdits lots et droit de mitoyenneté des murs latéraux des bâtiments construits sur les lots de subdivision numéros deux mille soixante-dix et deux mille soixante-onze, du lot originaire numéro cent quarante-huit, des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 janvier 1917. 545-5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEWIS BROS., LIMITED,
No 9136. } ED, corporation dûment constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs GUARDIAN INVESTMENT CORPORATION, LIMITED, corporation dûment constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un terrain situé dans cette partie de la cité de Montréal, ci-devant appelée ville Emard, dans le comté d'Hochelaga—avec une maison et autre dépendances y érigées; borné en front par la rue Beaulieu, et contenant 25 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, et composé:

1. De la partie sud du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le No 3877, contenant, la dite partie de lot, vingt-cinq pieds de largeur par 60 pieds de profondeur, mesure anglaise; bornée à l'est par la rue Beaulieu, au nord par le surplus du lot No 3877, à l'ouest par partie du lot No 3876, ci-après décrite, et au sud par le lot No 3875 des dits plan et livre de renvoi officiels.

2. De partie de la juste moitié est du lot connu et désigné sous le No 3876, aux susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant, la dite partie de lot, 25 pieds de largeur dans la ligne est par 30 pieds de profondeur, mesure anglaise; cette partie de terrain est bornée à l'est par partie du lot 3877 sus-décrite, au nord et à l'ouest par le surplus du

on the FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th January, 1917. 551-5-2
[First published, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS HUBERMAN,
No. 4789. } Plaintiff; vs JOSEPH JACOBSON, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant the undivided one half right, title and interest in the following immoveable property, to wit:—

Those certain lots of land fronting on Forsythe street, in the city of Montreal, known and designated as subdivision lots numbers two thousand and sixty eight, two thousand and sixty nine, two thousand and seventy two, two thousand and seventy three, and two thousand and seventy four, of the original lot number one hundred and forty eight (148-2068, 2069, 2072, 2073 and 2074), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with the right of passage in common in the lane in rear of said lots and with the right of mitoyenneté in the gable walls of the buildings erected on subdivision lots numbers two thousand and seventy and two thousand and seventy one, of original lot number one hundred and forty eight, on the official plan and book of reference aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th January, 1917. 546-5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEWIS BROS., LIMITED,
No 9136. } ED, a body politic and duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs GUARDIAN INVESTMENT CORPORATION, LIMITED, a body politic and duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

That certain lot of land situate in that part of the city of Montreal, formerly called town Emard, in the county of Hochelaga—with a house and other dependencies thereon erected; bounded in front by Beaulieu street and containing 25 feet in width by 90 feet in depth, and composed:

1. Of the south part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the No. 3877, containing, said part of lot, twenty five feet in width by sixty feet in depth, english measurements; bounded on the east by Beaulieu street, on the north by the surplus of the lot No. 3877, on the west by part of the lot No. 3876, hereinafter described, and on the south by the lot No. 3875, of said official plan and book of reference.

2. Of that part of the exact east half of the lot known and designated under the No. 3876, on the aforesaid official plan and book of reference, containing, said part of lot, 25 feet in width in the east line by 30 feet in depth, english measurements; said part of lot being bounded on the east by the above described part of lot No. 3877, on

dit lot 3876, et au sud par le lot No 3875, des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 janvier 1917. 553—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. HENRY RICHARDSON**, comptable, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul sous le nom de J.-H. Richardson & Co., demandeur; vs **ADOLPHE ROBILLARD**, défendeur.

Le lot numéro 379 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine;

Partie du lot numéro deux, de la subdivision officielle du lot numéro 375b, des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, à Montréal, ayant front sur la rue Sainte-Catherine, cette partie de lot ayant onze pieds de front par toute la profondeur du dit lot, et bornée en front, au nord-ouest, par la rue Sainte-Catherine; en arrière par une ruelle portant les numéros 380-6 et 377-10, des dits plan et livre de renvoi officiels; d'un côté, au nord-est, par le résidu du dit lot numéro 375b-2, et de l'autre côté, au sud-ouest, par le dit numéro 379, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la moitié indivise de la bâtisse sise et située sur les terrains ci-dessus décrits.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 587—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDOUARD LEFEBVRE**, conseil du Roi, de Montréal, en sa qualité de fiduciaire à Edward de B. MacDonald, ci-devant gentilhomme, de Montréal, et maintenant demeurant au Mexique, et aux enfants de ce dernier, et Dame Eléonore Caron, de la paroisse Saint-Eustache, veuve de Charles Dalbec, en son vivant avocat, du même lieu, demandeurs; vs **PIERRE ROBITAILLE**, des cité et district de Montréal, défendeur.

(a) Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize, de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-296), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis;

(b) Une lisière de terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision officielle du lot numéro sept (No 7, p. de 297), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornée ladite lisière de terrain, en front par la rue Saint-Hubert, du côté sud par le lot numéro deux cent quatre-vingt-seize, en arrière et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept, mesurant, ladite lisière, plus ou moins, trois pieds de

the north and west by the residue of said lot 3876, and on the south by the lot No. 3875, of said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th January, 1917. 554—5-2
[First published, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. HENRY RICHARDSON**, accountant, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone under the name of J.-H. Richardson & Co., Plaintiff; vs **ADOLPHE ROBILLARD**, Defendant.

That certain lot number 379, of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, fronting on Sainte Catherine street;

Part of lot number two, of the official subdivision of lot number 375b, of said official plan and book of reference of Saint Louis ward, at Montreal, fronting on Saint Catherine street, said part of lot measuring eleven feet in front by the whole depth of said lot, and bounded in front, to the north west, by Saint Catherine street, in rear by a lane bearing numbers 380-6 and 377-10, of said official plan and book of reference; on one side, to the north east, by the residue of said lot number 375b-2, and on the other side, to the south west, by said number 379, of said plan and book of reference—with the half divided, of the building lying and situate on the lands above described.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 31st January, 1917. 588—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDOUARD LEFEBVRE**, King's Counsel, of Montreal, in his capacity of fiduciary to Edward de B. MacDonald, gentleman, heretofore of Montreal, and now residing in Mexico, and to the minor children of the latter, and Dame Eléonore Caron, of the parish of Saint Eustache, widow of Charles Dalbec, in his lifetime advocate, of the same place, Plaintiffs; vs **PIERRE ROBITAILLE**, of the city and district of Montreal, Defendant.

(a) That certain lot of land fronting on Saint Hubert street, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision number two hundred and ninety six of lot number seven (7-296), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

(b) That certain strip of land forming part of the lot known and designated as being the official subdivision number two hundred and ninety seven of lot number seven (Pt. of No. 7-297), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded, said strip of land, in front by Saint Hubert street, on the south side by subdivision number two hundred and ninety six, in rear and on the other side by the residue of said subdivision number two hundred and ninety seven, measuring, said

largeur à partir de la ligne dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-seize, auquel ladite lisière de terrain est contigue, et quarante-quatre pieds de profondeur à partir de la ligne de la rue Saint-Hubert jusqu'à la profondeur de la maison érigée sur le résidu dudit lot No. 297 le tout—avec les bâtisses dessus construites et formant qu'une seule et même exploitation.

A la charge d'un bail en faveur de Delle Flora Coderre, pour le terme de trois ans, à compter du premier mai 1916, suivant jugement de l'hon. juge Allard, en date du 10 janvier 1917.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 589—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM - COPELAND
No 2460. } LAND FINLEY ET
JAMES-REYNOLDS SMITH, tous deux marchands, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Finley, Smith & Co.", demandeurs; vs ANTHIME CHAUREST, défendeur.

Un lot de terre situé dans le village de Sainte-Geneviève, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Geneviève, sous le numéro vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-sept (127-24)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 591—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FON-
No 34. } CIER FRANCO
CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs ELZEAR LEGAULT, défendeur.

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, et connu et désigné comme lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-299), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

2. Un autre lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro trois cent de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-300), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis; borné en front par la rue Saint-Hubert—avec les bâtisses y érigées et droit dans la ruelle en arrière, avec d'autres, et avec les bâtisses érigées sur les dits deux lots de terre sus-indiqués.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 593—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

strip of land, more or less, three feet in width to be measured from the line of said subdivision number two hundred and ninety six, to which it is contiguous, and forty four feet in depth to be measured from the line of Saint Hubert to the rear of the house erected on the residue of said subdivision No. 297, the whole—with all the buildings thereon erected and forming one single plot of land.

Subject to a lease in favor of Miss Flora Coderre, for a period of three years to run from the first May, 1916, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Allard, dated the 10th January, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st January, 1917. 590—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM - COPELAND
No. 2460. } FINLEY AND JAMES-REYNOLDS SMITH, both merchants, of the city and district of Montreal, and there carrying on business under the firm name and style of "Finley, Smith & Co.", Plaintiffs; vs ANTHIME CHAUREST, defendant.

One lot of land situate in the village of Sainte Geneviève, known and designated on the official plan and book of reference for the village of Sainte Geneviève, under number twenty four of the official subdivision of lot number one hundred and twenty seven (127-24)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st January, 1917. 592—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CREDIT FON-
No 34. } CIER FRANCO-CANADIEN, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs ELZEAR LEGAULT, defendant.

1. One lot of land situate in the city of Montreal fronting on Saint Hubert street, known and designated as lot number two hundred ninety nine, of the official subdivision of lot number seven (7-299), of the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis.

2. Another lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as lot number three hundred, of the official subdivision of lot number seven (7-300), of the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Hubert street—with the buildings thereon erected and right in the lane in rear, with others, and the buildings erected on the two said lots of land afore-mentioned.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st January, 1917. 594—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **WILFRID JETTE**, de-
No 3809. } mandeur; contre
EDOUARD-R. DUFRESNE, défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille six cent trente, de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro dix (10-1630), formant le coin nord des rues Saint-Dominique et Saint-Zotique—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié d'un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal (quartier Ahuntsic-Bordeaux), connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro vingt-sept, de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro six cent quarante-deux (642-pt. S.-E. 27); borné en front par la Grande Avenue, d'un côté par le lot numéro vingt-six (642-26), de l'autre côté par le résidu du dit lot vingt-sept (642-27), et en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Trois lots de terre sis et situés au même lieu; bornés en front par la Grande Avenue, connus et désignés sous les numéros vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro six cent quarante-deux (642-24, 25 et 26).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 595—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MAI-**
No 14923. } **SONNEUVE**, cor-
poration légalement constituée, ayant le siège de ses affaires dans la cité de Maisonneuve, district de Montréal, demanderesse; vs **J.-EL-ZEAR ROBIN**, défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Maisonneuve, faisant front sur la Première Avenue, connu sous le numéro de subdivision 741, du lot No 1, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917. 597—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal à savoir: } **J. ALBERT SAVIGNAC**,
No 1642. } demandeur; vs **PIERRE-HENRI FORBES**, **JEAN-BAPTISTE DUPRE**, **ERNEST-JOSEPH BEAUCAGE**, **AMABLE MESSIER** et **LEON DRAGON**, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, **Pierre-Henri Forbes**:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **WILFRID JETTE**,
No. 3809. } Plaintiff; vs
EDOUARD-R. DUFRESNE, Defendant.

1. That certain lot of land lying and situate in Laurier ward, of the city of Montreal, known and designated under number one thousand six hundred and thirty, of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint-Louis, under number ten (10-1630), forming the north corner of Saint-Dominique and Saint Zotique streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The half of a lot of land lying and situate in the city of Montreal (Ahuntsic-Bordeaux ward), known and designated as being the south east part of the lot number twenty seven, of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, under number six hundred and forty two (S. E. pt. 642-27); bounded in front by Grande Avenue, on one side by the lot number twenty six (642-26), on the other side by the residue of said lot twenty seven (642-27), and in rear by a lane used in common by those having rights therein—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Three lots of land lying and situate at the same place; bounded in front by Grande Avenue, known and designated under the numbers twenty, four, twenty five and twenty six, of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, under number six hundred and forty two (642-24, 25 and 26).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 31st January, 1917. 596—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MAISON-**
No. 14923. } **NEUVE**, a body politic
duly incorporated with its head office in the city of Maisonneuve, district of Montreal, plaintiff; vs
J.-ELZEAR ROBIN, defendant.

That certain lot of land situate in the city of Maisonneuve, fronting on First Avenue, known under subdivision No. 741, of lot No. 1, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st January, 1917. 598—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J. ALBERT S. VI-**
No. 1642. } **GNAC**, Plaintiff;
vs **PIERRE-HENRI FORBES**, **JEAN-BAPTISTE DUPRE**, **ERNEST-JOSEPH BEAUCAGE**, **AMABLE MESSIER** and **LEON DRAGON**, Defendants.

As belonging to the defendant **Pierre-Henri Forbes**.

Quatre-vingt-deux lots de terre ou emplacements vacants sis en la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, comme étant les subdivisions numéros cinq, six, sept, huit, neuf, bornés en front par Boulevard Saint-Léonard; quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, bornés en front par l'avenue Fletcher; trente-quatre, trente-cinq, bornés en front par l'avenue Demers; trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-et-un, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, bornés en front par 1ère avenue; quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, bornés en front par l'avenue Bilodeau; cent, cent-un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, bornés en front par l'avenue Larose; cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent soixante et un, cent soixante-deux, cent soixante-trois, bornés en front par 1ère avenue; cent soixante-cinq, cent soixante-six, cent soixante-sept, cent soixante-huit, cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante-et-onze, cent soixante-douze, bornés en front par l'avenue Demers; cent soixante-dix-huit, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingts, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, bornés en front par l'avenue Bilodeau; cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent un, bornés en front par 1ère avenue; deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, bornés en front par 2ème avenue; deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, bornés en front par l'avenue Fletcher. Toutes subdivisions officielles du lot numéro quatre cent dix-sept, (417-5, 6, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 75, 76, 77, 78, 79, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 178, 179, 180, 181, 186, 187, 198, 199, 200, 201, 237, 238, 243, 244, 245, 246, 247, 248 et 249) avec droit de passage dans les ruelles sises à l'arrière des dits lots, sans pouvoir les obstruer, et aux charges ordinaires d'entretien.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Comme appartenant au défendeur, Léon Dragon:

Six lots de terre vacants sis en la paroisse de Saint-Leonard-de-Port-Maurice, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, comme étant les subdivisions numéros cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent cinquante-neuf et cent soixante, de la subdivision du lot numéro quatre cent dix-sept, (417-122, 123, 124, 125, 159 et 160), les dits lots bornés en front par la première avenue, avec droit de passage dans les ruelles sises à l'arrière des dits lots, sans pouvoir les obstruer, et aux charges

Eighty two lots of land or vacant emplacements situate in the parish of Saint Leonard de Port Maurice and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe as being the subdivisions numbers five, six, seven, eight, nine; bounded in front by Boulevard Saint Leonard; fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, bounded in front by Fletcher Avenue; thirty four, thirty five, bounded in front by Avenue Demers; thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one, seventy five, seventy six, seventy seven, seventy eight, seventy nine, bounded in front by 1st Avenue; eighty nine, ninety, ninety one, ninety two, ninety three, ninety four, ninety five, ninety six, ninety seven, ninety eight, bounded in front by Avenue Bilodeau; one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, bounded in front by Avenue Larose; one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and sixty one, one hundred and sixty two, one hundred and sixty three, bounded in front by 1st Avenue; one hundred and sixty five, one hundred and sixty six, one hundred and sixty seven, one hundred and sixty eight, one hundred and sixty nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy one, one hundred and seventy two, bounded in front by Avenue Demers; one hundred and seventy eight, one hundred and seventy nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, bounded in front by Avenue Bilodeau; one hundred and ninety eight, one hundred and ninety nine, two hundred, two hundred and one, bounded in front by 1st Avenue; two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight, bounded in front by 2nd Avenue; two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, bounded in front by Fletcher Avenue. All official subdivisions of the lot number four hundred and seventeen (417-5, 6, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 75, 76, 77, 78, 79, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 178, 179, 180, 181, 186, 187, 198, 199, 200, 201, 237, 238, 243, 244, 245, 246, 247, 248 and 249)—with right of way in the lanes situate in the rear of the said lots, without the right of obstructing them and subject to the ordinary charges of maintenance. As the whole presently is, with the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immoveables.

Belonging to defendant Léon Dragon:

Six lots of vacant land situate in the parish of Saint Leonard de Port Maurice, and known and designated of the official plan and book of reference on the parish of Longue Pointe, as being the subdivisions numbers one hundred and twenty two, one hundred and twenty three, one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, one hundred and fifty nine and one hundred and sixty, of the subdivision of lot number four hundred and seventeen (417-122, 123, 124, 125, 159 and 160), the said lots being bounded in front by First Avenue—with right of way in the lanes

ordinaires d'entretien, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Comme appartenant au défendeur, Amable Messier:

Deux lots de terre vacants sis en la paroisse de Saint-Leonard-de-Port-Maurice, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, comme étant les subdivisions numéros cent quatre-vingt-huit et cent quatre-vingt-neuf, subdivisions officielles du lot numéro quatre cent dix-sept, (417-188 et 189), les dits lots bornés en front par l'avenue Bilodeau, avec droit de passage dans les ruelles sises à l'arrière des dits lots, sans pouvoir les obstruer, et aux charges ordinaires d'entretien, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 janvier 1917.

599—5-2

[Première publication, 3 février 1917].

situated at the rear of the said lots,—without the right to obstruct same, and subject to the ordinary charge of maintenance, as the whole presently is, with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveables.

As belonging to defendant, Amable Messier:

Two lots of vacant land situate in the parish of Saint Leonard de Port Maurice, and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, as being the subdivision numbers one hundred and eighty eight and one hundred and eighty nine, official subdivisions of the lot number four hundred and seventeen (417-188 and 189), the said lots being bounded in front by Avenue Bilodeau, with right of way in the lanes situated at the rear of the said lots, without the right to obstruct same, and subject to the ordinary charges of maintenance, as the whole presently is, with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff

Sheriff's office.

Montreal, 31st January, 1917.

600—5-2

[First publication, 3rd February, 1917.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } DAME JANET-L. SCOTT
No 4416. } ES-QUAL., demanderesse; contre ARCADIVS DESILETS, défendeur.

La moitié sud du lot numéro trois cent dix-huit (318), du quartier numéro cinq, de la cité de Hull, district d'Ottawa, d'après les plan et livre de renvoi officiels d'icelle, mesurant trente-trois pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-neuf de profondeur, le tout plus ou moins; bornée en front vers l'est par la rue Alma, en arrière par partie du lot numéro 317, au sud par le lot numéro 323, et au nord par la partie nord du dit lot numéro 318—avec les bâties et améliorations qui s'y trouvent, et les circonstances et dépendances qui s'y rattachent.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Hull, le SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull 29 janvier 1917.

573—5-2

[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } DAME JANET-L. SCOTT,
No. 4416. } ES-QUAL., plaintiff; against
ARCADIUS DESILETS, defendant.

The south half of lot number three hundred and eighteen (318), of ward number five, of the city of Hull, district of Ottawa, according to the official plan and book of reference thereof, containing thirty three feet in width by ninety nine feet in depth, the whole more or less; bounded in front to the east by Alma street, in rear by part of lot number 317, on the south by lot number 323, and on the north by the north part, of said lot number 318—together with the buildings and improvements thereon, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 29th January, 1917.

574—5-2

[First publication, 3rd February, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: } ISIDORE LEMAY, de
No 6100. } Sainte-Émélie, comté de
Lotbinière; contre ERNEST DAIGLE, de
Sainte-Émélie-de-Leclercville, dans le comté de
Lotbinière, à savoir:

Partie du lot No 17 (dix-sept), du cadastre officiel pour le village de Leclercville, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé sur le

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit: } ISIDORE LEMAY, of
No. 6100. } Sainte-Émélie, county of
Lotbinière; against ERNEST DAIGLE, of
Sainte-Émélie-de-Leclercville, in the county of
Lotbinière, to wit:

Part of lot No. 17 (seventeen), of the official cadastre for the village of Leclercville, county of Lotbinière, being an emplacement situate on

chemin public du village de Leclercville, mesurant 60 pieds de front sur 60 pieds de profondeur; borné au nord à Victor Lemay, au sud et à l'est à ladite bailleresse, et au sud-ouest à la route qui l'avoisine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet aux droits de Dame Marie Caron, veuve de feu Auguste Leclerc dit Francœur, en vertu d'un acte de bail en date du 15 mars 1915, dûment enregistré.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Émélie, comté de Lotbinière, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif.

Québec, 22 février 1917. 929—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]
[Deuxième publication, 10 mars 1917.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DAME ALVINE MA-
No 2980. } ROIS, de Québec,
veuve de feu Jean-Baptiste-Olivier Gagnon, en
son vivant de Québec, marchand de bois, faisant
affaires seule à Québec, sous les nom et raison
sociale de "J.-B.-O. Gagnon"; contre JOSEPH-
EDMOND BOIVIN, de Québec, entrepreneur,
à savoir:

Les subdivisions Nos 33 et 38 (trente-trois et
trente-huit) du lot No 513 (cinq cent treize), du
cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, mainte-
nant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant
des emplacements situés sur la Sième avenue,
mesurant chacun 40 pieds par 64 pieds—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances. Pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de
Québec, le TRENTIEME jour de MARS pro-
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 22 février 1917. 931—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]
[2ème publication, 10 mars 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } ARTHUR GUY, de
District de Roberval. } Saint-Prime; vs
No 1012. } AIMÉ GAGNON, de
Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, à savoir:

Une terre de trois arpents de front sur vingt-
deux arpents de profondeur, faisant partie du
lot numéro vingt-huit (Pt. 28), du cadastre officiel
pour le huitième rang du canton Normandin;
bornée au nord-est à N. Laurendeau ou représen-
tants (partie au ruisseau déchargeant dans la
rivière Ticouabé, et partie au chemin qui s'y
trouve), au sud-ouest au septième rang, tenant
au nord-ouest à N. Laurendeau ou représentants,
et au sud-est à Ernest de LaDurantaye—avec
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances, ainsi que le droit de passage pour
communiquer à la route.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI,

the public road of the village of Leclercville,
measuring 60 feet in front by 60 feet in depth;
bounded on the north by Victor Lemay, on the
south and the east by the said lessee, and on the
southwest by the by-road which it borders on—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

Subject to the rights of Dame Marie Caron,
widow of the late Auguste Leclerc dit Francœur,
under a lease, dated the 15th March, 1915, duly
registered.

To be sold at the parochial church door of
Sainte Emélie, county of Lotbinière, on the
THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd February, 1917. 930—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]
[Second publication, 10th March, 1917.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } DAME ALVINE MA-
No. 2980. } ROIS, of Quebec,
widow of the late Jean-Baptiste-Olivier Gagnon,
in his lifetime of Quebec, lumber merchant,
carrying on business alone at Quebec, under the
firm, name and style of "J.-B.-O. Gagnon,"
against JOSEPH-EDMOND BOIVIN, of Que-
bec, contractor, to wit:

Subdivisions Nos. 33 and 38 (thirty three and
thirty eight) of the lot No. 513 (five hundred and
thirteen), of the official cadastre for Saint Roch
North, now Limoilou ward, of the city of Quebec,
being emplacements situated on 8th Avenue,
measuring each subdivision 40 feet by 64 feet —
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies. To be sold as a whole
en bloc.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the THIRTIETH day of MARCH next, at
TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 22nd February, 1917. 932—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]
[Second publication, 10th March, 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec, } ARTHUR GUY, of
District of Roberval. } Saint Prime, vs
No. 1012. } AIMÉ GAGNON, of
Saint Jérôme, Lake Saint John, to wit:

That certain farm of three arpents in front by
twenty two arpents in depth, forming part of the
lot number twenty eight (Pt. No. 28), of the
official cadastre for the eighth range of Normandin
township; bounded on the north east by N. Lau-
rendeau or representatives (partly by a brook
running into Ticouabé river, and partly by a
road there situate), on the south west by the
seventh range, on the north west by N. Lauren-
deau or representatives, and on the south east
by Ernest de LaDurantaye—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies,
together with a right of passage leading to the
road.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Cyrille de Normandin, on TUESDAY, the

le SIXIEME jour de MARS 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 29 janvier 1917. 555—5-2
[Première publication 3 février 1917.]

SIXTH day of MARCH, 1917, at TEN o'clock, in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 29th January, 1917. 556—5-2
[First published, 3rd February, 1917.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH-ANDRE
No 13. } DUBREUIL,
demandeur; contre ROMUALD JARRY, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-André-d'Acton, sur le chemin de Roxton, étant les lots numéros cinquante-trois (53) et cinquante-quatre (54), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 20 février 1917. 879—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Montréal, } HERCULE GOHIER,
No 911. } demandeur; vs
LS-NAP. DUBUC, défendeur;

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, dans le deuxième rang du canton Morin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Adèle, sous le numéro vingt et un (No 21)—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse de Sainte Adèle, sous le numéro vingt B. (No 20 B)—sans bâtisse; borné au nord par l'immeuble du Révérend messire Desjardins, prêtre curé, au sud par l'immeuble appartenant au Crédit Foncier Franco-Canadien, ou représentants, à l'est par le chemin public, et à l'ouest par le lac Renaud, contenant une superficie totale d'environ quinze arpents; mais à déduire, cependant, du dit lot de terre cette partie de forme triangulaire du dit lot s'avancant dans le lac, dont l'un des côtés du triangle est borné par le dit lac, et l'autre côté du triangle par l'immeuble voisin, appartenant au dit Crédit Foncier Franco Canadien, avec en plus un emplacement de forme rectangulaire, ayant une largeur de cent pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, soit la largeur de la base du triangle ci-dessus mentionné, par une profondeur de cent quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, la dite partie détachée et réservée par le vendeur, formant environ deux arpents en superficie.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique.

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } JOSEPH ANDRE
No. 13. } DUBREUIL,
plaintiff; against ROMUALD JARRY, defendant.

A land situate in the parish of Saint André d'Acton, on the Roxton road, being lots numbers fifty three (53) and fifty four (54), on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, WEDNESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 20th February, 1917.

880—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } HERCULE GOHIER,
No. 911. } Plaintiff; vs LS-
NAP. DUBUC, Defendant, to wit:

1. That certain lot of land situate in the parish of Sainte Adele, county and district of Terrebonne, in the second range of Morin township, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Adele, under number twenty one (No. 21)—with the buildings thereon erected;

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated on same official plan and book of reference for said parish of Sainte-Adele, under the number twenty B (No. 20 B)—without buildings; bounded on the north by the property of the Reverend Father Desjardins, parish priest, on the south by the property belonging to the Credit Foncier Franco-Canadien or representatives, on the east by the public road, and on the west by Lake Renaud, containing about fifteen arpents in total area, to be deducted, however, from said lot of land that portion of land of triangular shape running into the lake, two sides of the triangle being bounded by the lake and the other side by the adjacent property belonging to said Credit Franco-Canadien, together with an emplacement of rectangular shape, of one hundred feet in width, english measure and more or less, the width of the base of the aforesaid triangle, a depth of one hundred and eighty four feet, english measure, the said part detached and reserved by the seller containing about two arpents in superficies.

To be sold at the Catholic church door of the

que du village de Sainte-Adèle, le SIXIEME jour de MARS prochain (1917), entre UNE et DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, ce 31 janvier 1917. 581-5-2
[Première publication, 3 février 1917].

TROIS-RIVIÈRES

MANDAT DES CURATEURS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } GEO.-I. LACHANCE
No 56. } CE ET AL., requé-

rants cession; et B.-JOSEPH LETOURNEAU, failli; et BEDARD & BELANGER, curateurs.

Comme appartenant audit failli, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, faisant partie des numéros cent trente-huit et cent trente-neuf, du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de cent vingt-huit pieds, mesure anglaise, connu et désigné sur un plan non enregistré, fait par Gaspard Hébert, sous le numéro soixante-cinq, et étant le quatrième lot à partir de la rue Poirier, ou à cent quarante pieds de ladite rue, tel qu'indiqué sur ledit plan; borné en front par la rue Chatillon, en profondeur et des deux côtés par J.-O.-H. Ricard, ou représentants—avec le moulin et autres bâtisses érigés sur le susdit lot et aussi les bâtisses qui se trouvent érigées sur les deux lots adjacents au précédent et qui sont connus sous les Nos 66 et 67, subdivisions des Nos 138 et 139 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, sauf les machines et outillage qui y sont installés, et qui ont été déclarés la propriété de la Banque d'Ottawa, par jugement rendu le 15 décembre 1915.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 20 février 1917. 935-8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } LABANQUE D'HONORE
No 40. } CHELAGA, de-

manderesse; vs GUSTAVE-ADOLPHE GRUNINGER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Deux terrains situés en la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan-Falls, connus et désignés comme étant les subdivisions douze et treize du lot numéro quatorze cent quatre-vingts, de la subdivision du lot originaire numéro six cent vingt-huit, (628-1480-12 et 628-1480-13), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice—avec bâtisses érigées sur les susdits lots, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingts pieds de profondeur, tel que le tout est indiqué sur le plan de subdivision, préparé par Joseph Rielle, arpenteur provincial, en date du 15 novembre 1913.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, en la ville

village of Sainte-Adèle, on the SIXTH day of MARCH next (1917), between ONE and TWO of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office.
Sainte-Scholastique, 31st January, 1917. 582-5-2

PREVOST & CYR,
Sheriff.

[First publication, 3rd February, 1917].

THREE RIVERS

CURATOR'S WARRANTS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } GEO.-I. LACHANCE
No. 56. } ET AL., petitioners

for assignment; and B.-JOSEPH LETOURNEAU, insolvent; and BEDARD & BELANGER, curators.

As belonging to the aforesaid insolvent, to wit:

That certain emplacement situate in the town of Grand'Mère, forming part of the lots numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine, of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by one hundred and twenty eight feet in depth, english measure, known and designated on an unregistered plan, made by Gaspard Hébert, under number sixty five feet, and being the fourth lot from Poirier street, or one hundred and forty feet distant thereof, as shown on said plan; bounded in front by Chatillon street, in rear and on both sides by J.-O.-H. Ricard, or representatives—with the mill and other buildings erected on said lot and also the buildings erected on the two lots adjacent thereto and which are known under the Nos. 66 and 67, subdivisions of the Nos. 138 and 139 of the cadastre of the parish of Sainte Flore, save and except the machinery and equipment installed therein, which were declared the property to the Bank of Ottawa, by judgment rendered the 15th December, 1915.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 20th February, 1917. 936-8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } LA BANQUE D'HONORE
No. 40. } CHELAGA, plain-

tiff; vs GUSTAVE ADOLPHE GRUNINGER, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

Two lots of land situated in the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, known and designated as being the subdivisions twelve and thirteen of lot number fourteen hundred and eighty, of the subdivision of the primitive lot number six hundred and twenty eight (628-1480-12 and 628-1480-13), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice—with buildings erected on the aforesaid lots, each of the said lots containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, as the whole is indicated on the subdivision plan prepared by Joseph Rielle, provincial land surveyor, dated the 15th November, 1913.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of

de Shawinigan-Falls, le SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 31 janvier 1917. 575—5-2
[Première publication, 3 février 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } BENJAMIN PANNE-
No 223. } NETON, de-
mandeur; vs GUSTAVE-ADOLPHE GRUNINGER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un morceau de terre ou emplacement situé dans le quartier Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-quatorze (Pte. No 1494), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières; borné en front au nord-est par l'avenue Laviolette, en profondeur, au sud-ouest, au terrain de la venderesse, Dame Adèle-Lumina Larue, épouse séparée de biens de Grégoire-Gédéon Désilets, courtier d'assurances, de la cité des Trois-Rivières, et au terrain de Dame veuve Poudrier, du côté nord-ouest par le terrain de Wilbrod Brousseau, et du côté sud-est par l'emplacement de la venderesse sur lequel elle demeure, mesurant, le dit terrain, cent pieds de largeur à son front par quatre-vingt-dix-huit pieds de largeur à sa profondeur, sur une profondeur de cent trente pieds, mesure anglaise—avec bâtisse et constructions dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 31 janvier 1917. 577—5-2
[Première publication, 3 février 1917].

Shawinigan Falls, on the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 31st January, 1917. 576—5-2
[First publication, 3rd February, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } BENJAMIN PANNE-
No. 223. } TON, Plaintiff; vs
GUSTAVE ADOLPHE GRUNINGER, Defen-
ant.

As belonging to said defendant, to wit:

That certain parcel of land or emplacement situate in Notre Dame ward, in the city of Three Rivers, and forming part of the lot known and designated under the number fourteen hundred and ninety four (Pt. No. 1494), of the official cadastre of the city of Three Rivers; bounded in front to the north east by Laviolette avenue, in rear, to the south west, by the land of the vendor, Dame Adele Lumina Larue, wife separated as to property of Gregoire Gedeon Desilets, insurance broker, of the city of Three Rivers, and by the land of Dame widow Poudrier, on the north west side by the land of Wilbrod Brousseau, and on the south east side by the emplacement of the vendor, on which she resides, one hundred feet in width, in front and ninety eight feet in width, in rear, by a depth of one hundred and thirty feet, english measurements—with the building and constructions thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Three Rivers, 31st January, 1917. 578—5-2
[First publication, 3rd February, 1917].

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est entre autres choses décrété que le Lieutenant Gouverneur peut, de temps à autre fixer par proclamation les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province et peut de la même manière les changer;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'acquiescer au désir du juge administrant la justice dans le district de Beauce, ainsi que des membres du barreau de ce district, qui Nous ont démontré qu'il était dans l'intérêt de la bonne

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOVIN, } WHEREAS in and by
Attorney-General. } virtue of the provisions of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is among other things in effect enacted that the Lieutenant-Governor may, from time to time, fix the periods at which the terms of the Courts may be held in any district of the Province, and may alter the same in the like manner;

AND WHEREAS We have deemed it advisable to accede to the desire of the judge administering justice in the district of Beauce, and also to the members of the Bar of the said district, who made it known to Us to be in the proper administra-

administration de la justice de faire certains changements dans la fixation de la tenue des termes de la Cour supérieure pour ce district;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'à compter du premier jour du mois de mars prochain (1917), les termes de la Cour supérieure pour le district de Beauce, à Saint-Joseph-de-Beauce, seront tenus le deuxième lundi de chaque mois, à l'exception des mois de juillet et août, et se continueront jusqu'au jeudi inclusivement de la semaine suivante; toutefois les termes des mois de janvier et septembre ne commenceront pas avant le dixième jour de chacun de ces mois, et celui du mois de décembre ne se terminera pas après le vingtième jour de ce mois; et Nous déclarons en outre, par les présentes que Notre proclamation en date du 27 juillet 1904, publiée dans la page 1171 du No 32 de la *Gazette officielle*, pour l'année 1904, est en conséquence modifiée.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER en l'année mil neuf cent dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

941

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est entre autres choses décrété que le Lieutenant Gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province et peut de la même manière les changer;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'acquiescer au désir du juge administrant la justice dans le district de Beauce, ainsi que des membres du barreau de ce district, qui Nous ont démontré qu'il était dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de faire certains

tion of justice, to make certain changes in the fixing of the holding of the terms of the Superior Court, for said district;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council We have ruled and ordered and do, by these presents, rule and order, that from the first day of the month of March next, 1917, the terms of the Superior Court for the district of Beauce, at Saint Joseph de Beauce, shall be held on the second Monday of every month, with the exception of the months of July and August, and shall be continued to the Thursday inclusively of the following week; however, the terms of the months of January and September shall not commence before the tenth day of each of such months and that of the month of December shall not close after the twentieth day of such month; and We do declare, moreover, by these presents, that Our proclamation dated the 27th July, 1904, published on page 1171 of the No. 32 of the *Official Gazette*, for the year 1904, shall be in consequence amended;

Of All which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of FEBRUARY in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventh, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

442

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } WHEREAS in and by
Attorney-General. } virtue of the provisions of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, it is among other things in effect enacted that the Lieutenant-Governor may, from time to time, fix the periods at which the terms of the Courts may be held in any district of the Province, and may alter the same in the like manner;

AND WHEREAS We have deemed it advisable to accede to the desire of the judge administering justice in the district of Beauce, and also to the members of the Bar of the said district, who made it known to Us to be in the proper administration of justice, to make certain changes in the

changements dans la fixation de la tenue des termes de la Cour de circuit, pour le district de Beauce;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons qu'à compter du premier jour du mois de mars prochain (1917), les termes de la Cour de circuit pour le district de Beauce, à Saint-Joseph de Beauce, seront tenus le deuxième lundi de chaque mois, à l'exception des mois de juillet et août, et se continueront jusqu'au jeudi inclusivement de la semaine suivante; toutefois les termes des mois de janvier et septembre ne commenceront pas avant le dixième jour de chacun de ces mois, et celui du mois de décembre ne se terminera pas après le vingtième jour de ce mois; et Nous déclarons en outre, par les présentes que Notre proclamation en date du 27 juillet 1904, publiée dans les pages 1171 et 1172 du No 32 de la *Gazette officielle*, pour l'année 1904, est en conséquence modifiée.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER en l'année mil neuf cent dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
943 C.-J. SIMARD.

Demande pour lettres-patentes

"La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec".

Avis est par le présent donné au public que Mme Marie Légaré, épouse séparée de biens par sentence judiciaire, de Hubert Moisan, de la cité de Québec, Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres de Québec; J.-B.-U. Moisan, peintre, de Québec; Raoul Moisan, agent, de Québec, et Théofred Moisan, comptable, de Québec, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives, dans la *Gazette officielle de Québec*, pour obtenir des lettres patentes, les constituant en corporation en vertu de la loi des Assurances de Québec, sous le nom de "La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec", avec un capital autorisé de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune;

Que les objets pour lesquels cette constitution en corporation va être demandé sont les suivantes:

fixing of the holding of the terms of the Circuit Court, for the district of Beauce;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council We have ruled and ordered and do, by these presents, rule and order, that from the first day of the month of March next, 1917, the terms of the Circuit Court for the district of Beauce, at St. Joseph de Beauce, shall be held on the second Monday of every month, with the exception of the months of July and August, and shall be continued to the Thursday inclusively of the following week; however, the terms of the months of January and September shall not commence before the tenth day of each of such months and that of the month of December shall not close after the twentieth day of such month; and We declare, moreover, by these presents, that Our proclamation dated the 27th July, 1904, published on pages 1171 and 1172 of the No. 32 of the *Official Gazette* for the year 1904 shall in consequence be altered.

Of All which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable **SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of FEBRUARY in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventh, and in the seventh year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
944 Assistant Provincial Secretary.

Application for Letters Patent

"La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec".

Public notice is hereby given that Mrs. Marie Légaré, wife separated as to property by judicial sentence, of the city of Quebec, of Hubert Moisan, jr., undertaker, of Quebec; J.-B.-U. Moisan, painter, of Quebec; Raoul Moisan, agent, of Quebec, and Théofred Moisan, accountant, of Quebec, will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, after the publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, during four consecutive weeks, for letters patent to constitute them under the Quebec Insurance Act, a body politic and corporate, under the name of "La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec", with an authorized capital stock of one hundred and fifty thousand dollars divided into one thousand five hundred shares of one hundred dollars each.

That the purposes for which this incorporation are asked are as follows:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés ou en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre; faire affaire comme entrepreneur général de pompes funèbres et comme manufacturier de fournitures en rapport avec l'entreprise de pompes funèbres;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres, de la cité de Québec, ainsi que tous les biens, meubles et immeubles du dit Hubert Moisan, jr; en effectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée;

Acquérir la clientèle et l'actif de l'association funéraire de Québec, et en effectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée, et en assumer les responsabilités;

Acquérir tout autre propriété nécessaire à l'entreprise de pompes funèbres et en effectuer le paiement en argent ou en parts acquittées de la dite compagnie, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme au sujet du dépôt et au permis en tous points à la loi des assurances de Québec.

Le principal bureau d'affaires de la compagnie projetée sera dans la cité de Québec.

En foi de quoi nous avons signé à Québec, ce vingt et unième jour du mois de février, mil neuf cent dix-sept.

Dame MARIE-LÉGARÉ-MOISAN,
299 Saint-Joseph.
HUBERT MOISAN, JR.,
295 Saint-Joseph.
J.-B.-ULRIC MOISAN,
171 Charest.
R. MOISAN,
299 Saint-Joseph.
THÉOFRED MOISAN,
299 Saint-Joseph.

939—84

To issue funeral insurance and re-insurance contracts, and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts or agreements written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case, and generally to execute all acts and things incidental to its purposes conducive to the attainment of same; to carry on a general undertaking business and the manufacture of funeral undertaker's supplies;

To acquire the stock in trade and good will of the business carried on by the said Hubert Moisan, jr., undertaker, of the city of Quebec, together with the moveable and immoveable property belonging to the said company; to pay for same in paid-up-shares of said company now seeking incorporation;

To acquire the good-will and stock of "L'association funéraire de Québec", to pay for same in paid-up shares of the said company now seeking incorporation, and to assume its liabilities;

To acquire all other properties necessary for the funeral undertaking business and to pay for same in cash or in paid-up shares of the said company, provided that before commencing operations, the company shall comply with the provisions of the Quebec Insurance Act, with regards to deposit, license and all other exigencies.

The principal place of business of the proposed company will be at Quebec, in the district of Quebec.

In testimony whereof, we have signed at Quebec, this twenty first day of the month of February, one thousand nine hundred and seventeen.

Dame MARIE LÉGARÉ-MOISAN,
299, Saint Joseph.
HUBERT MOISAN, JR.,
295, Saint Joseph.
J. B. ULRIC MOISAN,
171, Charest.
R. MOISAN,
299, Saint Joseph.
THÉOFRED MOISAN,
299, Saint Joseph.

940—84

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will

publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

519

not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

520

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 8.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Botros vs Bouziane.....	483
" Cloutier vs Trottier.....	486
" Dion vs Lemaire.....	485
" Eliasewitz vs Fineberg.....	484
" Landry vs Chevalier.....	485
" Lebit vs Croney.....	484
" Leclair vs Villemaire.....	484

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dme Banville vs Lauzon.....	485
" Benoit vs Young.....	486

ANNONCEURS, avis aux.....

517

ASSEMBLÉE:—

Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Coy	486
--	-----

ASSOCIATION FORMÉE:—

Société catholique de protection et de renseignements de Montréal.....	493
--	-----

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

L.-K. Comstock & Company.....	483
-------------------------------	-----

COMPAGNIE NOMMANT UN NOUVEL AGENT:—

Elliott-Fisher, limited.....	486
------------------------------	-----

DEMANDE POUR LETTRES PATENTES:—

Cie générale de frais funéraires, ltée.....	479
---	-----

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Canton—township Campbell.....	481
Divers lots—several lots à—to Saint-Tite Village.....	481
Divers lots—several lots à—to Saint-Odilon de Cranbourne.....	482
Dupuy.....	481
Lachine à—to Très-Saint-Sacrement.....	482
Martinville à—to Saint-Martin, village.....	482
Grand-Remou à—to canton—township Lytton.....	482

Index of the Quebec Official Gazette, No. 8.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Lefebvre vs Lebeau.....	485
" Lipsey vs Arnovitz.....	484
" Robin vs Duguay.....	485
" Saint-Louis vs Bohemier.....	484
" Tremblay vs Didier.....	483
" Wilson vs Brady.....	484

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Dame Morin vs Payette.....	486
----------------------------	-----

ADVERTISERS, notice to.....

517

MEETING:—

Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Coy	486
--	-----

ASSOCIATION INCORPORATED:—

Société catholique de protection et de renseignements de Montréal.....	493
--	-----

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—

L.-K. Comstock & Company.....	486
-------------------------------	-----

COMPANY APPOINTING A NEW AGENT:—

Elliott Fisher, limited.....	486
------------------------------	-----

APPLICATION FOR LETTERS PATENT:—

La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec.....	516
--	-----

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire—School municipality Charette.....	481
Sainte-Flore à—to Grand'Mère.....	482
Saint-Pie-de-Guire.....	481
Saint-Thomas paroisse—parish à—to Montmagny, ville-town.....	481
Notre-Dame-de-Pontmain à—to Notre-Dame-du-Laus.....	483

FAILLITE:—

Cofsky.....	487
Denis & Cie.....	487
Gauvin.....	487
Gilbert.....	488
Gill & Company.....	487

Lettres Patentes Supplémentaires:—

La fonderie d'Acier de Québec, ltée.....	478
--	-----

Lettres Patentes:—

Atlantic Pulpwood Ltd.....	466
Club Laval-sur-le-Lac.....	474
Dunnett & Stuart, Ltd.....	477
Langlois & Paradis, limitée.....	472
Le comptoir provincial, ltée.....	473
Metropole Lumber Company, Ltd.....	468

LIQUIDATION:—

Battle Island Coy, 7971.....	491
Battle Island Coy, 7972.....	488

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-Wenceslas.....	483
--	-----

PROCLAMATIONS:—

Canton Beaudet.....	463
Cour supérieure, Beauce.....	514
Cour de circuit, Beauce.....	515

VENTE PAR LICITATION:—

Young (Dme) vs Dme Wilson.....	494
--------------------------------	-----

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—

Saint-Tite (ville de).....	495
----------------------------	-----

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEDFORD:—

The International Harvester Coy of Canada Ltd, vs Côté.....	495
---	-----

CHICOUTIMI:—

Larouche vs Desbiens.....	496
---------------------------	-----

GASPÉ:—

Ramier (Dme) vs Larson <i>et al.</i>	496
--	-----

JOLIETTE:—

Champagne, failli-insolvent.....	597
Delisle <i>èsq.</i> vs Beaudoin.....	497

KAMOURASKA:—

Picard vs Lavoie.....	497
-----------------------	-----

MONTRÉAL:—

Barrette vs Dumontet.....	498
Bros. Ltd vs Guardian investment corporation, Ltd.....	505
Budyk vs Besner.....	499
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Robillard <i>et al.</i>	500
DeBellefeuille <i>èsq.</i> <i>et al.</i> vs Robitaille.....	506

BANKRUPTCY:—

McGowan (succession vacante-vacant estate).....	488
The Asbestos & Asbestic Coy, Ltd.....	488
Thomas alias Juniakos.....	487

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Wabakin Fish Company, Ltd.....	479
--------------------------------	-----

LETTERS PATENT:—

Montreal Feather & Down Company, Ltd.....	469
Montreal Metropole, ltée.....	471
New York Window Cleaning Coy, Ltd.....	465
Smalls, Ltd.....	478
St. Denis Theatre, Ltd.....	467
The St. Mary's Telephone System, Ltd.....	476

WINDING UP:—

Battle Island Coy, 7973.....	490
The Laurentian Granite Coy, Ltd.....	488

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-Wenceslas.....	483
--	-----

PROCLAMATIONS:—

Township Beaudet.....	463
Superior Court, Beauce.....	514
Circuit Court, Beauce.....	515

SALE BY LICITATION:—

Young (Dme) vs Dme Wilson.....	494
--------------------------------	-----

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Saint Tite (town of).....	495
---------------------------	-----

SHERIFFS' SALES:—

BEDFORD:—

The International Harvester Coy of Canada Ltd, vs Côté.....	495
---	-----

CHICOUTIMI:—

Lemieux <i>et al.</i> vs Girard <i>èsq.</i>	496
---	-----

GASPÉ:—

Ramier (Dme) vs Larson <i>et al.</i>	496
--	-----

JOLIETTE:—

Roberge (Dme) vs Rocheleau.....	497
---------------------------------	-----

KAMOURASKA:—

Picard vs Lavoie.....	497
-----------------------	-----

MONTREAL:—

Lawlor (Dme) <i>alias</i> Desmond vs Rivard.....	499
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Legault.....	507
Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Hochelaga—The school commissioners for the municipality of Hochelaga vs Leblanc.....	499

Finley, Smith & Co vs Chaurest.....	507	Levine <i>et al</i> faillis-insolvents.....	503
Huberman vs Jacobson.....	505	Melançon <i>et al</i> vs La Cie industrielle d'im- meubles, ltée.....	503
Jetté vs Dufresne.....	508	Morgan vs Morgan <i>et al</i>	500
La Banque d'Hochelaga vs The St. Geor- ges Land Co. Ltd.....	501	Picard vs Robillard.....	504
La cité de—The City of Maisonneuve vs Robin.....	508	Richardson vs Robillard.....	506
		Savignac vs Forbes <i>et al</i>	508
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Scott (Dme) <i>èsq</i> vs Désilets.....	510	Scott (Dme) <i>èsq</i> vs Désilets.....	510
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Lemay vs Daigle.....	510	Marois (Dme) vs Boivin.....	511
ROBERVAL:—		ROBERVAL:—	
Guy vs Gagnon.....	511	Guy vs Gagnon.....	511
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT-HYACINTHE:—	
Dubreuil vs Jarry.....	512	Dubreuil vs Jarry.....	512
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Gohier vs Dubuc.....	512	Gohier vs Dubuc.....	512
TROIS-RIVIÈRES:—		THREE RIVERS:—	
La banque d'Hochelaga vs Gruninger....	513	Panneton vs Gruninger.....	513
Létourneau, failli-insolvent.....	513		